

Guide méthodologique

« Sites économiques » Standardisation de l'information géographique

Evolution 2022 prenant en compte les adaptations résultantes des obligations d'observation des zones d'activités imposé par l'article 220 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite « Climat & Résilience »

Rédacteurs :

Yoann DUMON – Agence Économique Régionale Bourgogne-Franche-Comté (vdumon@aer-bfc.com)



Modifications apportées à la version initiale jusqu'à la version 1.2 du 1^{er} juillet 2019

Considérant les contraintes liées au format Shape file notamment la limite de 10 caractères pour les intitulés de champs les noms de champs sont modifiés pour ne pas dépasser 10 caractères :

Page	Ancien nom du champ	→	Nouveau nom du champ
Page 11	nom_siteeco	→	Nom
Page 15	proj_siteeco	→	projet

Modifications apportées par la version 1.3 du 5 février 2020

Considérant les travaux transversaux dans le cadre du ROCER sur l'identification des friches.

Page	Avant modification	→	Après modification
Page 22	ETAT_OCCUP 02 : Vacant/Friche	→	ETAT_OCCUP Précision des modalités, ajout d'une modalité 02 : Friche 10 : Vacance immobilière ou foncière

Modifications apportées par la version 1.4 du 18 juin 2020

Considérant les remarques des EPCI participantes au club des utilisateurs

Page	Avant modification	→	Après modification
Page 11	notr 02 : SITE MONOFONCTIONNEL HISTORIQUE	→	Notr Modification du libellé de la modalité 02 : SITE HISTORIQUE
Page 20	ID_EMPR Entier Numérique	→	ID_EMPRI Changement de type Texte (14 caractères)
Page 21	STADE_COMM 02 : Disponible	→	STADE_COMM Modification du libellé de la modalité 02 : Disponible / en vente
Page 21	STADE_COMM 04 : Commercialisé	→	STADE_COMM Modification du libellé de la modalité 04 : Terrain vendu / commercialisation achevée

Modifications apportées par la version 2 du 16 juin 2022

Adaptation du modèle de données aux obligations d'observation des zones d'activité imposées par la Loi Climat & Résilience notamment par les mises en œuvre des données et champs utiles au calcul de l'indice de vacance.

Modifications apportées par la version 2.1 du 5 juillet 2022

Adaptation simplification du modèle de données sur les unités foncières, précision des définitions et des modes de calcul pour prise en compte de l'antériorité d'une occupation ajout d'un champ locomvac et suppression du champ cfe faisant double emploi, l'occupant portant la notion d'assujettissement à la CFE.

Remerciements

Ont participé aux réunions de travail :

- Jérôme ASTIER, DREAL Bourgogne-Franche-Comté
- Sébastien BARD, AU Sud Bourgogne, géomaticien, observatoire du foncier
- Wahib BELARIBI, Communauté d'Agglomération du Grand Besançon
- Clément BENOIT, CC du Jovinien
- Hélène BONNET, Communauté d'Agglomération du Grand Dole et Ville de Dole
- Antoine BOULAY, Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
- Jérôme BOUTET, IDÉO BFC
- Antoine BREHIN-ROSSBACH, DREAL
- Patrice BRENOT, Grand Chalon - Communauté d'Agglomération de Chalon Val de Bourgogne
- Benjamin BRIQUE, SIDEC du Jura
- Vanessa BROUILLET, CC des Portes du Haut Doubs
- Emmanuel BUGHIN, CCI de la Côte d'Or, chargé d'études économiques
- Nicolas BUGNON, DDT 71
- Benjamin CHALUMEAU, Communauté Urbaine du Grand Dijon
- Amandine COIFFE, CCI 21
- Sylvain COULON, DDT 39, service études et prospective
- Bertrand COURVOISIER, Région Bourgogne-Franche-Comté
- Brice DANIAU, Mairie de Lons-le-Saunier et Espace Communautaire Lons Agglomération
- Eric DANION, SIEEEN de la Nièvre
- Anthony DEBOUCHE, Etablissement Public Foncier Doubs BFC
- Stéphanie DESCHAMPS, PETR du Pays Graylois
- Juliette DELIZY, Agence d'Urbanisme Sud Bourgogne
- Yoann DUMON, Agence Economique Régionale de Bourgogne Franche-Comté
- Philippe EMERY, Direction Départementale des Territoire Yonne
- Thomas EVRARD, CC Grand Autunois Morvan
- Guillaume FENICE, Communauté Urbaine du Grand Dijon
- Julien FEBVAY, Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Besançon AUDAB
- Alain FERNANDES, CCI Régionale Bourgogne
- Elizabeth FOURRÉ, CC Grand Autunois Morvan
- Guillaume FROUX, Syndicat Mixte du Grand Nevers
- Simon GENTIL, DDT 89
- Maxime GERMAIN, Communauté Urbaine Grand Dijon
- Wilfried GIRAUD, Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté
- Vincent GRENET, La Grand Chalon - Communauté d'Agglomération de Chalon Val de Bourgogne
- Pauline GUIARD, Grand Besançon Métropole
- Jenny GUENARD, CC du Pays de Maïche
- Virginie HERZOG, Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort
- Éric LAURENCOT, Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Doubs
- Florian LE BOURSICAUD, CCI 71
- Aurélien LE ROUX, DDT 58
- Luc LE THOREL, Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté
- Boris LOICHOT, Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort
- Thomas MAGNIN-FEYSOT, Parc Naturel Régional du Haut Jura

- Agnès MANGIN-PHILIPPE, DDT 21
- Sébastien MAITRE, Espace Communautaire Lons Agglomération (ECLA)
- Laurent MANSON, CCI 71
- Leslie MAUSSANG, CC Val de Gray
- Jérôme MAYEL, Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne
- Laura MENGIN, PETR du Pays des Vosges Saônoises
- Sophie MOLLARD, ADU Pays de Montbéliard
- Agnès MONNERET, Agence d'urbanisme de l'agglomération de Besançon
- Florence NERET, Direction Départementale des Territoires du Jura
- Suzanne NICEY, IDÉO BFC
- Guillaume NIVOT, CC Le Grand Charolais
- Maria-Paola ORBANA, CC du Doubs Baumois
- Floriane PARRENIN, CC du Val de Morteau
- José PEREIRA, ADU Pays de Montbéliard
- Solène PIRIOU, DDT89
- Guillaume PROUX, CC Serein et Armance
- Emilie QUIVOGNE, CA de Vesoul
- Pascale RAMSEY, Direction Départementale des Territoire Yonne
- Christophe RONGET, CC Le Grand Charolais
- Hélène ROSSIGNOL, ADU Montbéliard, géomaticienne
- Philippe ROUGET, CCI du Jura
- Noël ROZAND, DDT 71, responsable du pôle géomatique
- Marc SAULNIER, CC Altitude 800
- Olivier SCHMITT, CC des Vosges du sud
- Fanny THOLLET, CA Le Grand Chalon
- Hugo THUILLIER, Agence Economique Régionale Bourgogne-Franche-Comté
- Nicolas VIARD, Communauté d'Agglomération de Chalon Val de Bourgogne
- Fabrice VINCENT, Conseil Départemental de la Côte d'Or
- Raphaël ZAUGRA, ADU du Pays de Montbéliard

Nous remercions tout particulièrement, l'Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, l'Agence d'Urbanisme Sud Bourgogne, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Besançon, la DDT de Côte-d'Or, la DDT de la Nièvre, la DDT de la Saône-et-Loire, DDT de l'Yonne, les CCI de Côte d'Or et de l'Yonne pour leur participations active au groupe de travail.

Animateurs/rapporteurs :

- Yoann DUMON (Agence Economique Régionale Bourgogne-Franche-Comté)

Sommaire

Table des matières

- A. Recueil des besoins : 7
- B. Description synthétique du modèle 8
- C. Inventaire des données sources..... 10
- D. Description des données par couche géographique : 11
 - 1. Classe d’objet : SITES ÉCONOMIQUES..... 11
 - a. Définition 11
 - b. Géométrie 12
 - c. Exemple de représentation 13
 - d. Encodage 13
 - e. Identifiant unique 13
 - f. Champs du tronc commun obligatoire..... 14
 - g. Champs du tronc commun facultatif..... 16
 - h. Champs Loi Climat et Résilience..... 19
 - i. Lexique et définitions 20
 - 2. Classe d’objets : FONCIER ÉCONOMIQUE 23
 - a. Définition : 23
 - b. Géométrie 23
 - c. Exemple de représentation 24
 - d. Encodage 24
 - e. Identifiant unique 24
 - f. Champs du tronc commun facultatif..... 24
 - g. Lexique des définitions..... 27
 - 3. Classe d’objets : ÉTABLISSEMENTS..... 29
 - a. Définition 29
 - b. Géométrie 29
 - c. Encodage 29
 - d. Exemple de représentation 30
 - e. Identifiant unique 30
 - f. Champs du tronc commun obligatoire INSEE SIRENE 30
 - g. Champs confidentiels Loi Climat et Résilience 31
 - h. Champs du tronc commun obligatoire géolocalisation des établissements..... 33
 - i. Lexique des définitions..... 34
 - j. Point méthodologique..... 34
 - 4. Classe d’objets : UNITÉS FONCIÈRES LOI CLIMAT ET RESILIENCE..... 37

a.	Définition	37
b.	Géométrie	37
c.	Encodage	37
d.	Mise en production et cycle de vie	37
e.	Identifiant unique	39
f.	Champs du tronc commun obligatoire.....	40
g.	Point méthodologique :.....	41

A. Recueil des besoins :

L'objectif majeur de ce document est de définir un tronc commun de données, partagé et standardisé de description des sites d'activités.

L'objectif du standard évolue pour répondre aux obligations de mise en œuvre d'observation des zones d'activités défini dans l'article 220 de la loi Climat et Résilience adopté en août 2021.

Pour répondre aux différents besoins, ce modèle doit :

- Délimiter les périmètres d'activité économique à des fins d'analyse spatiale, territoriale et statistique ;
- Développer une approche foncière qui permette de connaître le rythme de commercialisation des parcelles et le rythme de consommation foncière d'une part ; qui permette d'identifier rapidement des solutions d'implantation pour l'installation de nouvelles activités ;
- Délimiter les unités foncières pour faciliter l'identification des propriétaires des parcelles ;
- Permettre la meilleure connaissance du territoire dans le domaine économique ;
- Représenter la localisation des activités économiques ;
- Inventorier les entreprises occupants les zones d'activités idéalement à l'intérieur de leurs unités foncières
- Inventorier la vacance immobilière et identifier les friches, les terrains à potentiel de densification urbaine
- Contribuer au calcul d'un indice de vacance tel que défini dans l'article 220 la loi Climat et Résilience en facilitant le rapprochement de l'identification des propriétaires et des occupants
- Identifier les territoires où se concentrent les enjeux économiques ;

Cette standardisation doit répondre aux besoins des différents acteurs : communautés de communes, communautés d'agglomération, Pays et PETR, Parcs Naturels, agences d'urbanisme, consulaires, agence économique régionale, services de l'État et Conseil Régional¹.

Dans cette logique, pour pouvoir répondre aux divers besoins, le modèle de données se veut souple dans sa conception.

Pour chaque couche d'information, un tronc commun de champs obligatoires est déterminé. Ce tronc commun à vocation de référentiel pour tout acteur.

Des champs complémentaires sont proposés, pour autant ils ne seront pas systématiquement renseignés. Ils permettront aux acteurs en ayant la possibilité, de détailler leur connaissance en restant dans un cadre défini et validé.

¹ « Les régions héritent de compétences principalement dans le cadre de leur qualité nouvelle de collectivité responsable de la définition des orientations en matière de développement économique. La région devient en effet la collectivité territoriale responsable sur son territoire du développement économique et non plus seulement la collectivité cheffe de file de cette compétence. SRDEII et SRADDET La nouveauté de ces schémas, qui viennent se substituer à d'autres préexistants, tient principalement à leur caractère obligatoire et prescriptif vis-à-vis des décisions des autres collectivités. Les autres collectivités devront notamment prendre en compte les orientations générales du SRADDET dans l'élaboration de leurs documents, notamment d'urbanisme (ex SCOT). » d'après <http://www.lagazettedescommunes.com/391310/decryptage-de-la-loi-notre/>

B. Description synthétique du modèle

Les travaux du groupe de travail dans le cadre d'IDÉO BFC ont défini initialement un modèle sur 3 couches thématiques, il est complété par 2 couches supplémentaires pour répondre aux enjeux de la loi climat et Résilience.

- **Les emprises des SITES ÉCONOMIQUE** dont la définition retenue par le groupe de Travail est « *un espace cohérent en termes d'aménagement et de tissu urbain, délimité géographiquement, il accueille, ou est à destination d'activités industrielles, artisanales, commerciale, tertiaires, touristiques portuaires ou aéroportuaires ; La zone d'activité est (généralement) à l'initiative de la puissance publique qui l'aménage et la gère² ; Elle englobe : les terrains bâtis et non bâtis occupés par des activités ; les terrains non bâtis, les terrains aménagés ou non aménagés destinés à l'accueil de ces activités à court, moyen ou long terme ; les voiries internes, les espaces verts et surfaces techniques nécessaires à son fonctionnement* ». Les zones d'activités, au sens de la Loi NOTRe, pourront être identifiées parmi ces SITES ÉCONOMIQUES et caractérisées en fonction de leur date de création, leurs aménagements et équipements.
- **Le FONCIER ÉCONOMIQUE** en zones d'activités économique permettra de suivre les différentes phases opérationnelles de la zone d'activités économique du point de vue de la maîtrise foncière, le stade d'aménagement, stade de commercialisation et l'état d'occupation. Il permettra notamment d'identifier les disponibilités foncières. Un suivi donnera une indication sur la temporalité des opérations en indiquant les terrains occupés, disponibles à court et moyen termes.
- **LES ETABLISSEMENTS (ou occupants)** qui sera défini par la géolocalisation à l'adresse des établissements productifs et/ou employeurs du répertoire SIRENE ayant une activité

² « *Communautés de communes et communautés d'agglomération voient leurs compétences obligatoires et optionnelles étendues, avec des transferts progressifs échelonnés de 2017 à 2020. Parmi ces compétences nouvelles ou renforcées, le bloc des compétences obligatoires inclut le développement économique et notamment la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique portuaire ou aéroportuaire. Un des changements importants apportés par la loi consiste dans la suppression de la mention de l'intérêt communautaire pour les ZAE à compter du 1er/01/17. Cela signifie que la distinction, jusqu'alors possible dans les statuts, entre zones d'activités économiques communales et zones d'activités économiques intercommunales est supprimée à compter du 1er janvier 2017. L'ensemble des zones d'activités économiques du territoire, existantes ou à venir, relèvera donc de la seule compétence de l'EPCI qui en aura désormais l'exercice exclusif. Cela va donc se traduire par un transfert des ZAE communales existantes à l'EPCI concomitamment au transfert de plein droit de l'ensemble de la compétence à compter du 1er/01/17. D'ici cette échéance, et notamment pendant l'année 2016, l'EPCI peut donc utilement mettre en œuvre en concertation avec les communes membres, un inventaire des zones d'activités communales, afin d'identifier leur état d'avancement, les emprunts en cours, les VRD et les charges ainsi que tous les droits et obligations qui s'y rattachent* ». La Gazette des Communes <http://www.lagazettedescommunes.com/391310/decryptage-de-la-loi-notre/>

productive *industrielle, artisanale, commerciale, tertiaire, touristique, portuaire ou aéroportuaire*, cette géolocalisation devra tendre vers une géolocalisation des établissements à la parcelle pour répondre aux enjeux d'identification des occupants sur leurs unités foncières utiles au calcul de l'indice de vacance demandé par la loi climat et résilience.

- **LES UNITÉS FONCIÈRES** qui sont le regroupement des parcelles contiguës d'un seul tenant appartenant au(x) même(s) propriétaire(s), unité de base pour identifier propriétaires et occupants ; les unités foncières doivent être caractérisées en fonction de l'occupation et de l'assujettissement de ces occupants à la cotisation foncière des entreprises pour calculer l'indice de vacances demandé par la loi climat et résilience ;

C. Inventaire des données sources

Données	Description et source	Mise à jour
Documents d'urbanisme, PLU, PLUi, Cartes communales	Donne les emprises des zones d'urbanisme à vocation ou à destination des activités ; Collectivités locales, Agence d'Urbanisme, DDT : destiné à être publiée au format COVADIS sur le portail de l'urbanisme	Lors des modifications ou des révisions des documents d'urbanisme
Plan de masse et de commercialisation	EPCI, sociétés d'aménagement Donne les emprises des zones et leur découpage interne en lots, généralement aménagé par tranche Provenance des collectivités locales et des organismes gestionnaires des zones d'activités, en charge de leur aménagement et de leur commercialisation	Lors d'une réservation ou de la vente d'un terrain, mise à jour par les acteurs concernés
Arrêtés de transfert des Zones d'activités	EPCI	Lors d'un transfert de ZAE opéré dans le cadre de la loi NOTR
BD Parcellaire	IGN Base de données parcellaire au format vecteur ou raster	Annuelle par l'IGN
PCI Vecteur	DGFIP Plan Cadastral Informatisé	Annuelle par la DGFIP
Cadastre (géométrie)	DGFIP	Annuelle par la DGFIP
Fichier foncier	DGFIP	Annuelle par la DGFIP
Données fiscales Contribution Foncière des Entreprise (CFE)	DGFIP	Annuelle par la DGFIP
SIRENE	INSEE Une base de données qui rassemble des informations sur les établissements.	Fréquence de mise à jour mensuelle.
Fichier consulaire	CCI, Base de données qui rassemble des informations sur les établissements ressortissants des chambres de commerces et d'industrie	Mise à jour par les consulaires
BD Point Adresse	IGN Base de données vecteur ponctuelle d'adresse	Tous les 2 ans par l'IGN
BD Ortho et photographies aériennes	IGN Composante du RGE communique des informations en termes d'occupation du sol	Tous les 3 ans par l'IGN suivant les campagnes de prises de vue

D. Description des données par couche géographique :

1. Classe d'objet : SITES ÉCONOMIQUES

a. Définition

Les SITES ECONOMIQUES englobent les éléments précisés dans la définition retenue par le GT ZAE en Bourgogne-Franche-Comté :

« Un espace cohérent en termes d'aménagement et de tissu urbain, délimitée géographiquement, elle accueille, ou est à destination *d'activités industrielles, artisanales, commerciale, tertiaires, touristiques portuaires ou aéroportuaires*³, elle englobe :

- Les terrains bâtis et non bâtis occupés par des activités
- Les terrains non bâtis, les terrains aménagés ou non aménagés destinés à l'accueil de ces activités à court, moyen ou long terme (recensés essentiellement dans les documents d'urbanisme)
- Les voiries internes, les espaces verts et surfaces techniques nécessaires à son fonctionnement »

Les ZONES D'ACTIVITÉS un type de SITES ÉCONOMIQUES

Parmi les SITES ÉCONOMIQUES, la Loi NOTR permet de distinguer les zones d'activités économiques ou ZAE, ainsi d'après la Caisse des dépôts et Consignations⁴ : « *la notion de zone d'activités, sans faire l'objet d'une définition légale, se rattache ici au libellé de compétence qui mentionne expressément la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de la zone par l'EPCI. Cela signifie qu'il existe bien une maîtrise d'ouvrage publique de la collectivité, le cas échéant déléguée, en vue d'aménager des terrains et des bâtiments destinés à être éventuellement cédés ou loués, et intégrant une volonté de développer de façon coordonnée une offre économique. La notion de zone d'activité retient d'une part le principe de la maîtrise d'ouvrage publique, c'est-à-dire l'initiative de l'EPCI, et d'autre part celui d'un aménagement aggloméré dans un ou des périmètres en vue de réunir une pluralité d'activités* ».

Les ZAE ou zones d'activités économiques sont le reflet de la volonté d'aménagement et de développement économique des collectivités locales. Ainsi seuls les terrains en maîtrise foncière de l'EPCI pourront être cédés à un porteur de projet. La ZAE est donc l'unité dans laquelle la promotion économique et les dynamiques d'implantation de nouvelles activités s'inscrivent.

Les EPCI référentes peuvent se baser sur leur arrêté de transfert ou sur les préconisations de la DCF (Direction du Contrôle Financier). Ainsi, la zone présente de manière cumulative les caractéristiques suivantes :

- Une vocation économique mentionnée dans un document d'urbanisme
- Une certaine superficie et une cohérence d'ensemble (souvent née d'une opération d'aménagement)
- Un regroupement de plusieurs établissements et/ou entreprises
- Une volonté publique actuelle et future d'un développement économique coordonné

³ Ainsi on considère que c'est un site monofonctionnel, qui ne doit pas présenter une mixité avec de l'habitat par exemple

⁴ Voir l'article <https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Mairie-conseils/MCQuestRep/FicheReponse&cid=1250269779604>

b. Géométrie

Topologie :

Les SITES ECONOMIQUES seront représentés sous forme d'un polygone qui respectera les règles topologiques suivantes :

- Ne doivent pas se superposer ;
- Ne doivent pas avoir de discontinuités entre deux polygones adjacents ;
- Peuvent-être superposé sur plusieurs communes ;
- Topologiquement superposable aux limites cadastrales dans les limites des résolutions de la saisie ;

Mise en œuvre :

Les données de référence à utiliser pour la création des polygones sont :

- Zonages des documents d'urbanisme (si disponible) ;
- Les arrêtés de transfert des zones d'activités pris par les EPCI⁵ (si disponible) ;
- Fond de plan cadastral (BD Parcellaire IGN, PCI vecteur, RPCU) ;
- Photographies aériennes IGN BD Ortho ou autres ortho photographies ;
- Données de référence à grande échelle : RGE IGN, BD Topographique ;

Les données de référence au format raster devront préalablement être recallées sur le fond de plan cadastral avant la numérisation des emprises.

Les polygones des SITES ECONOMIQUES doivent être numérisés sur le fond de plan cadastral. L'échelle de saisie du 1/2000^e est fortement recommandée. Les délimitations d'emprises doivent coïncider avec les limites cadastrales dans les limites de la résolution de saisie.

Les polygones des SITES ECONOMIQUES ne doivent pas inclure les portions de voies de chemin de fer, d'autoroutes ou de routes qui les traverseraient et qui ne participeraient pas directement à leur desserte ou à leur fonctionnement interne.

Les polygones multiples ou les polygones à trou sont autorisés.

De manière générale, les SITES ECONOMIQUES qui partagent une unicité de nom (ou d'aménagement pour la collectivité locale référente) doivent être regroupées dans la même entité.

En cas de conflit sur les délimitations d'emprises, les EPCI sont seules compétentes à pouvoir trancher sur la géométrie ou le nom de la zone à retenir.

⁵ La préparation des modifications statutaires devrait s'accompagner de l'inventaire des ZAE communales à transférer

c. Exemple de représentation



d. Encodage

Les fichiers seront encodés au format UTF-8.

e. Identifiant unique

L'identifiant unique proposé est mis en place pour assurer l'interopérabilité des données :

Le code identifiant unique de l'emprise du SITE ÉCONOMIQUE est affecté par l'organisation productrice ou réfèrent à l'origine de la création du polygone.

Le code identifiant unique est codé sur 7 caractères :

- les 5 premiers caractères sont constitués par le code INSEE de la commune principale : la commune principale est généralement la commune sur laquelle se trouve la majorité de l'emprise concernée
- les 2 derniers caractères sont constitués d'une combinaison de 2 lettres ; il s'incrémente dans chaque commune AA à ZZ et sont affecté librement par le producteur

Cet identifiant permettra une convergence à terme vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France.

f. Champs du tronc commun obligatoire

Codage du champ	Description	Type												
id_siteeco	<p>Code identifiant unique du SITE ÉCONOMIQUE affecté par l'organisation productrice ou référent à l'origine de la création du polygone. Il est entendu que :</p> <p>Le code identifiant unique est codé sur 7 caractères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 5 premiers caractères sont constitués par le code INSEE de la commune principale - les 2 derniers caractères sont constitués d'une combinaison de 2 lettres majuscules ; ce suffixe peut s'incrémenter de AA à ZZ et est affecté librement <p>Cet identifiant permet la convergence à terme vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p> <p>Dépendance : Dans les applications qui facilitent l'expérience utilisateur par génération automatiques c'est la concaténation des champs insee et letcla</p> <table border="1" data-bbox="411 790 1104 913"> <tr> <td></td> <td>25056_6 2505606</td> </tr> <tr> <td></td> <td>25056AF 89250AA</td> </tr> </table>		25056_6 2505606		25056AF 89250AA	Texte (7 caractères)								
	25056_6 2505606													
	25056AF 89250AA													
insee	<p>Code INSEE de la commune principale</p> <p>Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p>	Texte (5 caractères)												
epci	Numéro SIREN de l'EPCI d'affectation du site économique	Texte (9 caractères)												
letcla	<p>Lettres de classement du site économique</p> <p>Ce champ correspond aux 2 dernières lettres du code identifiant unique id_siteeco : une combinaison de 2 lettres majuscules ; ce suffixe peut s'incrémenter de AA à ZZ et est affecté librement⁶</p> <table border="1" data-bbox="411 1211 1104 1335"> <tr> <td></td> <td>12 BC</td> </tr> <tr> <td></td> <td>BC HE</td> </tr> </table>		12 BC		BC HE	Texte (2 caractères)								
	12 BC													
	BC HE													
nom	<p>Nom ou appellation du SITE ÉCONOMIQUE⁷ l'appellation locale officielle ou usuelle attribuée par l'EPCI ou la commune est à privilégier. Il n'y a pas de règle typographique imposé pour ce champ.</p> <p>Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p>	Texte (50 caractères)												
notr	<p>Sous-Type d'emprise de SITE ECONOMIQUE au regard de la Loi Notre</p> <table border="1" data-bbox="411 1570 1104 1776"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE TRANSFERÉE AU SENS DE LA LOI NOTRE</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>SITE HISTORIQUE⁸</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>ETABLISSEMENT ISOLE</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>RESERVE FONCIERE</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE TRANSFERÉE AU SENS DE LA LOI NOTRE	02	SITE HISTORIQUE ⁸	03	ETABLISSEMENT ISOLE	04	RESERVE FONCIERE	Texte (2 caractères)
Code	Modalité													
00	Non renseigné													
01	ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE TRANSFERÉE AU SENS DE LA LOI NOTRE													
02	SITE HISTORIQUE ⁸													
03	ETABLISSEMENT ISOLE													
04	RESERVE FONCIERE													

⁶ Il est déployé pour faciliter l'expérience utilisateur lors de l'affectation du code identifiant régional dans les applications de saisie « carte QGIS clé en main » déployée dans les EPCI

⁷ Attention ce champ a été renommé ancien nom « nom_siteeco » en nouveau nom « nom » pour satisfaire la limite de 10 caractères pour les noms de champs dans un fichier ShapeFile

⁸ Révision de l'intitulé de la modalité pour la rendre plus explicite, par défaut site non transférée ou zone communale

	<table border="1"> <tr> <td>99</td> <td>Autre</td> </tr> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	99	Autre			
99	Autre					
surf_tot	Surface totale de l'emprise de la ZAE exprimée en hectares est calculée à partir de la géométrie de l'emprise	Réel (deux décimales)				
referent	<p>Code SIREN d'identification de l'organisation productrice ou référent à l'origine de la création du polygone (voir la table de référence des producteurs)</p> <p>Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p> <p>Attention le SIREN doit être saisi sans espaces, une saisie avec des espaces risque que de tronquer le numéro SIRENE de l'organisation ayant procédé à la saisie ce dernier n'étant codé que sur 9 caractères :</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>200 010 650</td> </tr> <tr> <td></td> <td>200010650</td> </tr> </table>		200 010 650		200010650	Texte (9 caractères)
	200 010 650					
	200010650					
date_crea	<p>Date de création de l'enregistrement par l'organisation référente</p> <p>Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>2018-04-13 13042018</td> </tr> <tr> <td></td> <td>13/04/2018</td> </tr> </table>		2018-04-13 13042018		13/04/2018	Date (JJ/MM/AAAA)
	2018-04-13 13042018					
	13/04/2018					
date_maj	<p>Dernière date de mise à jour par l'organisation référente</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>2018-04-13 13042018</td> </tr> <tr> <td></td> <td>13/04/2018</td> </tr> </table>		2018-04-13 13042018		13/04/2018	Date (JJ/MM/AAAA)
	2018-04-13 13042018					
	13/04/2018					

g. Champs du tronc commun facultatif

Codage du champ	Description	Type																				
nom_norm	<p>Normalisation du champ nom_zae correspondant au nom ou appellation de la ZAE; l'appellation locale officielle ou usuelle attribuée par l'EPCI ou la commune est à privilégier.</p> <p>Les règles typographiques imposées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Doit être écrit en MAJUSCULES - Ne doit pas comporter de caractères spéciaux ou accentués - Ne doit pas comporter d'apostrophes (à substituer par un espace) <p>Si non renseigné, ce champ sera rempli lors de la consolidation des données par application des règles typographiques et en se basant sur le contenu du champ nom_zae</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="text-align: center;"></td> <td>L'échange L'ECHANGE L ÉCHANGE</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"></td> <td>L ECHANGE</td> </tr> </table>		L'échange L'ECHANGE L ÉCHANGE		L ECHANGE	Texte (50 caractères)																
	L'échange L'ECHANGE L ÉCHANGE																					
	L ECHANGE																					
ref_web	URL ressource apportant des éléments d'information supplémentaire quant à l'origine de l'information	Texte (100 caractères)																				
an_crea	Année de création de la zone d'activité renseignée librement	Texte (4 caractères)																				
type_mo	<p>Type de maître d'ouvrage</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>00</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>01</td><td>CCI</td></tr> <tr><td>02</td><td>COMMUNE</td></tr> <tr><td>03</td><td>EPCI</td></tr> <tr><td>04</td><td>ETAT</td></tr> <tr><td>05</td><td>PRIVE</td></tr> <tr><td>06</td><td>SEM</td></tr> <tr><td>07</td><td>SNCF</td></tr> <tr><td>99</td><td>Autres</td></tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	CCI	02	COMMUNE	03	EPCI	04	ETAT	05	PRIVE	06	SEM	07	SNCF	99	Autres	Texte (2 caractères)
Code	Modalité																					
00	Non renseigné																					
01	CCI																					
02	COMMUNE																					
03	EPCI																					
04	ETAT																					
05	PRIVE																					
06	SEM																					
07	SNCF																					
99	Autres																					
zic	<p>Indique si oui ou non la zone est une zone communautaire dans le sens d'un transfert à l'EPCI dans le cadre de la loi NOTR :</p> <p>Les EPCI référentes peuvent se baser sur leur arrêté de transfert ou sur les préconisations de la DCF (Direction du Contrôle Financier). Ainsi, la zone présente de manière cumulative les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une vocation économique mentionnée dans un document d'urbanisme - Une certaine superficie et une cohérence d'ensemble (souvent née d'une opération d'aménagement) - Un regroupement de plusieurs établissements et/ou entreprises - Une volonté publique actuelle et future d'un développement économique coordonné <table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>0</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>1</td><td>Oui</td></tr> <tr><td>2</td><td>Non</td></tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier												
Code	Modalité																					
0	Non renseigné																					
1	Oui																					
2	Non																					
date_zic	Date de l'arrêté de création ou de reprise de la zone communautaire	Date (JJ/MM/AAAA)																				

nom_mo	Nom du maître d'œuvre Il est possible de concaténer plusieurs noms pour cela le séparateur point-virgule sera utilisé	Texte (250 caractères)								
nom_ame	Nom du maître d'ouvrage en charge de l'aménagement Il est possible de concaténer plusieurs noms pour cela le séparateur point-virgule sera utilisé	Texte (250 caractères)								
nom_com	Nom du maître d'ouvrage en charge de la commercialisation Il est possible de concaténer plusieurs noms pour cela le séparateur point-virgule sera utilisé	Texte (250 caractères)								
vocation_1	Vocation commerciale : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_2	Vocation tertiaire/bureaux : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_3	Vocation artisanale : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_4	Vocation industrielle : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									

vocation_5	<p>Vocation entrepôts/logistique : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone</p> <table border="1" data-bbox="411 349 1107 472"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_6	<p>Vocation hôtellerie/restauration : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone</p> <table border="1" data-bbox="411 725 1107 848"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_7	<p>Vocation touristique : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone</p> <table border="1" data-bbox="411 1068 1107 1191"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_8	<p>Vocation portuaire : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone</p> <table border="1" data-bbox="411 1411 1107 1534"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
vocation_9	<p>Vocation aéroportuaire : Vocation/usage économique de la zone décrivant que ce type d'implantation économique est souhaitée par le maître d'ouvrage de la zone ou que ce type activités sont présentes sur la zone</p> <table border="1" data-bbox="411 1753 1107 1877"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
eta_disp	<p>Etat de disponibilité, permet de qualifier l'avancement dans l'aménagement ou la commercialisation de la zone</p>	Texte (2 caractères)								

	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>La procédure d'aménagement n'est pas engagée</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Procédure d'aménagement engagée</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Commercialisation en cours</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>Commercialisation terminée</td> </tr> <tr> <td>99</td> <td>Autre</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	La procédure d'aménagement n'est pas engagée	02	Procédure d'aménagement engagée	03	Commercialisation en cours	04	Commercialisation terminée	99	Autre	
Code	Modalité															
00	Non renseigné															
01	La procédure d'aménagement n'est pas engagée															
02	Procédure d'aménagement engagée															
03	Commercialisation en cours															
04	Commercialisation terminée															
99	Autre															
projet	<p>Indique si oui ou non la zone est un projet⁹</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier						
Code	Modalité															
0	Non renseigné															
1	Oui															
2	Non															
proc_ame	<p>Procédure d'aménagement</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Lotissement</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>ZAC</td> </tr> <tr> <td>99</td> <td>Autre</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Lotissement	02	ZAC	99	Autre	Texte (2 caractères)				
Code	Modalité															
00	Non renseigné															
01	Lotissement															
02	ZAC															
99	Autre															
cert_lab	Certifications ou labels de la zone	Texte (100 caractères)														

h. Champs Loi Climat et Résilience

Codage du champ	Description	Type								
vacance	Indice de vacance consolidé à la zone d'activité au sens de l'article 220 de la loi climat (voir la classe d'objet Unité foncière Loi Climat et Résilience pour les modalités de calcul de l'indice)	Réel								
contrevi	<p>Zones d'activités économiques définie à l'article L. 318-8-1 du code de l'urbanisme faisant l'objet d'un contrat de projet partenarial d'aménagement ou située dans le périmètre des secteurs d'intervention délimités par une convention d'opération de revitalisation de territoire, mentionnée à l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									

⁹ Attention ce champ a été renommé ancien nom « proj_siteeco » en nouveau nom « projet » pour satisfaire la limite de 10 caractères pour les noms de champs dans un fichier ShapeFile

i. Lexique et définitions

- **Aéroportuaire** : est à définir comme toutes activités ayant un lien avec une infrastructure de type aérodrome ou aéroport
- **Artisanat** : Selon la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, « doivent être immatriculées au répertoire des métiers les personnes physiques et les personnes morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État ». Sous certaines conditions, les entreprises qui le souhaitent peuvent rester immatriculées au répertoire des métiers au-delà du seuil des 10 salariés (on parle de « droit de suite »). Seules les personnes ayant la qualification requise peuvent se prévaloir auprès de leur clientèle de la qualité d'artisan ou du titre de maître artisan. Le nombre d'entreprises artisanales ne coïncide pas avec celui des artisans, car plusieurs artisans peuvent être associés au sein d'une même entreprise (définition INSEE <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1137>)
- **Commerce** : Le commerce consiste à acheter des produits à des tiers pour la revente en état, sans transformation (ou après transformations mineures). L'activité des intermédiaires du commerce qui mettent en rapport les acheteurs et les vendeurs (ou bien exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers), sans être propriétaires des produits concernés, fait partie du commerce. (INSEE <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1219>)
- **Industrie** : En première approximation, relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché. Une distinction est généralement établie entre l'industrie manufacturière et les industries d'extraction mais le contour précis de l'industrie dans chaque opération statistique est donné par la liste des items retenus de la nomenclature économique à laquelle cette opération se réfère (NAF, NES, NA...). (INSEE <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1426>)
- **Logistique** : est à définir en complémentarité des autres secteurs activités du tertiaire marchand correspondant aux transports terrestres routiers ou ferroviaires
- **Portuaire** : est à définir comme toutes activités ayant un lien avec une infrastructure de type port maritime ou port fluvial
- **Hôtellerie/restauration** : est à définir en complémentarité des autres secteurs activités du tertiaire marchand correspondant à l'hébergement-restauration
- **Tertiaire** : est à définir en complémentarité des autres secteurs ainsi le secteur tertiaire est composé du : tertiaire principalement marchand (hors commerce, transports et hébergement-restauration) il concerne donc les activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, immobilier, information-communication) ; et le tertiaire principalement non-marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale) (voir aussi <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1584>)
- **Touristique** : est à définir comme toutes les activités effectuées par les touristes pendant leur séjour à l'exclusion du transport, de l'hébergement et des repas

- **Code INSEE de la commune** : c'est un code alphanumérique codé par l'INSEE. Il conviendra de se référer à la dernière mise à jour du code officiel géographique (COG) qui est la nomenclature des communes françaises (voir <https://www.insee.fr/fr/information/2016807>)
- **Code SIREN** : attribué par l'INSEE, le numéro SIREN est un identifiant de 9 chiffres attribué à chaque unité légale (ou les 9 premiers numéros d'un SIRET). Ce numéro est non significatif ; il n'a aucun lien avec les caractéristiques de l'unité légale. Il n'est attribué qu'une seule fois et n'est supprimé du répertoire qu'au moment de la disparition de la personne juridique (voir le répertoire SIRENE : <https://www.sirene.fr/sirene/public/accueil>)
- **Commune nouvelle** : une commune nouvelle résulte du regroupement historique de plusieurs communes : le code INSEE du chef-lieu est généralement réaffecté à la commune nouvelle, les codes INSEE des communes associés ne devront plus être utilisés. Il est entendu que les identifiants construits sur la base du code INSEE doivent évoluer en fonction des évolutions du code officiel géographique (COG).
- **Commune principale** : il est entendu qu'une zone d'activité peut être située à cheval sur plusieurs communes. Afin de constituer l'identifiant unique il faut cependant procéder au choix d'une commune de rattachement pour affecter un code INSEE unique. On entend par commune principale la commune qui est en termes de surface intersectée la plus concernée par l'emprise de la zone d'activité concernée.
- **EPCI** : Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI. Etablissement Public de Coopération Intercommunal au titre de la Loi NOTR prévoit le transfert des compétences en matière de développement économique des communes membres vers les communautés de communes et d'agglomération (<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1160>)
- **Maître d'œuvre** : c'est la personne morale ou physique qui en raison de sa compétence technique est chargée par le maître de l'ouvrage d'assurer l'aménagement la promotion ou la commercialisation de la zone d'activité., l'aménagement ou la commercialisation d'une zone d'activité.
- **Maître d'ouvrage** : c'est généralement une personne morale pour laquelle une zone d'activité est mise en œuvre, réalisée ou commercialisée. Il en est le commanditaire, généralement depuis la Loi NOTRE il s'agit des EPCI
- **Type de SITES ÉCONOMIQUES** :
 - Zones d'activités économiques : sont les sites économiques qui regroupent les zones d'activités reconnues comme d'intérêt communautaire avant l'abrogation de l'intérêt communautaire par la loi NOTRE et les zones nouvellement transférées depuis la mise en application de la loi NOTRE : elles sont de la compétence unique des EPCI ; elles peuvent faire l'objet de projet d'aménagement, d'aménagement en cours ou d'une commercialisation
 - Site Monofonctionnel historique : correspond par complémentarité aux zones d'activité économiques aux emprises historiques sur lesquelles l'EPCI n'exerce pas de

compétence ni au titre de la gestion ou de la commercialisation, il peut s'agir de zones de zones de fait ou d'anciennes zones communales ne faisant plus l'objet d'aménagement ou de commercialisation, généralement complètement occupé et par plus d'un établissement ;

- Etablissement isolé : il s'agit de petites emprises foncières correspondant généralement à un établissement isolé, cette emprise ayant été reportée depuis le zonage d'un document d'urbanisme et est destiné à l'accueil d'activités ; ou dans les communes ne disposant pas de document d'urbanisme comme zone de fait existante sur le terrain
- Réserve foncière : il s'agit de foncier généralement vierge de tout aménagement identifiable dans les documents d'urbanisme comme zonage à destination des activités économiques ; ils peuvent ainsi être tout ou partiellement en maîtrise foncière publique d'une collectivité locale

2. Classe d'objets : FONCIER ÉCONOMIQUE

a. Définition :

Le FONCIER ÉCONOMIQUE permettra de suivre l'évolution du foncier sur un SITE ÉCONOMIQUE : il correspond à l'ensemble des terrains qui peuvent être acquis, viabilisés, occupés (commercialisation) ou disponibles. Ce niveau est intermédiaire entre les SITES ÉCONOMIQUES et les ÉTABLISSEMENTS.

La mise en œuvre de cette couche est recommandée pour tous les SITES ÉCONOMIQUES de type ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (donc d'intérêt communautaire avant la loi NOTR ou transférées aux EPCI depuis la loi NOTR) et où s'exerce leurs compétences en matière de développement économique des EPCI aussi bien du point de vue de l'aménagement que de la commercialisation.

b. Géométrie

Topologie :

La géométrie du FONCIER ÉCONOMIQUE est définie par un polygone englobant les contours des parcelles concernées (emprise foncière d'un établissement ou parcelle non occupée).

Le FONCIER ÉCONOMIQUE est représenté sous forme d'un polygone qui respectera les règles topologiques suivantes :

- Ne doivent pas se superposer ;
- Ne doivent pas avoir de discontinuités entre deux polygones adjacents ;
- Doivent être strictement inclus dans l'emprise ou partager des limites communes avec un SITE ÉCONOMIQUE
- Doivent recouvrir la totalité de l'emprise d'un SITE ECONOMIQUE
- Ils sont topologiquement superposables aux limites cadastrales dans les limites des résolutions de la saisie ;
- Les polygones complexe de type multi-polygones ou polygones à trou sont autorisés.

Mise en œuvre :

Les données de référence à utiliser pour la création des polygones sont :

- Fond de plan cadastral (en attendant le RPCU, on utilisera la BD Parcellaire IGN) ;
- Plan d'aménagement, plan de masse ou de commercialisation
- Photographies aériennes IGN BD Ortho ou autres ortho photographies ;
- IGN BD Topo ;

La mise en œuvre s'effectue (quand le cadastre vectorisé est disponible) par reprise de la géométrie du cadastre. Les emprises non cadastrées doivent également être reprises pour assurer la couverture topologique complète de l'emprise du SITE ÉCONOMIQUE.

Dès lors qu'un plan d'aménagement, un plan de masse ou de commercialisation plus récent est disponible, les découpages des terrains et des lots doivent être redécoupé (zone stratégique faisant l'objet d'une promotion).

Les terrain, lot ou parcelles de grandes surfaces qui seraient partiellement aménagées peuvent être scindée. Pour cela on peut utiliser les photographies aériennes pour distinguer par photo-interprétation les parties artificialisées des parties non artificialisées.

Les polygones font ensuite l'objet d'une classification en fonction de leur stade d'aménagement, de commercialisation et leur état d'occupation.

c. Exemple de représentation



d. Encodage

Les fichiers seront encodés au format UTF-8.

e. Identifiant unique

Le terrain peut être identifié de façon unique par la combinaison de l'identifiant unique du SITE ÉCONOMIQUE et d'un identifiant unique pour l'emprise foncière. Ce dernier est affecté par l'organisme en charge de la mise en œuvre des données.

f. Champs du tronc commun facultatif

Codage du champ	Description	Type
id_siteeco	Code identifiant unique du SITE ÉCONOMIQUE dans lequel l'emprise foncière est contenue Le code identifiant unique est codé sur 7 caractères : - les 5 premiers caractères sont constitués par le code INSEE de la commune principale - les 2 derniers caractères sont constitués d'une combinaison de 2 lettres majuscule ; ce suffixe peut s'incrémenter de AA à ZZ Cet identifiant permet la convergence à terme vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France	Texte (7 caractères)
	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin-right: 5px;">✘</div> <div>25056_6 2505606</div> </div>	
	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin-right: 5px;">✔</div> <div>25056AF 89250AA</div> </div>	

insee	Code INSEE de la commune principale de rattachement de l'EPCI (5 premiers caractères de l'identifiant id_siteeco pour les filtres géographiques)	Texte (5 caractères)																
epci	Numéro SIREN de l'EPCI d'affectation du terrain pour les filtres géographiques	Texte (9 caractères)																
id_empr	Identifiant de l'emprise foncière affecté librement par le producteur	Texte (17 caractères)																
date_sai	Date de création de l'enregistrement par l'organisation référente Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France	Date (JJ/MM/AAAA)																
date_maj	Dernière date de mise à jour par l'organisation référente	Date (JJ/MM/AAAA)																
org_sai	Code SIREN d'identification de l'organisation productrice à l'origine de la création du polygone (voir la table de référence des producteurs) Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France Attention le SIREN doit être saisi sans espaces, une saisie avec des espaces risque que de tronquer le numéro SIRENE de l'organisation ayant procédé à la saisie ce dernier n'étant codé que sur 9 caractères : <table border="1" data-bbox="411 779 1104 891"> <tr> <td></td> <td>200 010 650</td> </tr> <tr> <td></td> <td>200010650</td> </tr> </table>		200 010 650		200010650	Texte (9 caractères)												
	200 010 650																	
	200010650																	
liborg_sai	Libellé en toute lettre de l'organisme de référence																	
ori_geom	Texte libre permettant de préciser l'origine de la géométrie (exemple : cadastre ; plan de commercialisation ; plan d'aménagement etc.)	Texte (50 caractères)																
mait_fon	Maîtrise foncière publique ou privée <table border="1" data-bbox="411 1128 1104 1249"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Maîtrise foncière publique</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Maîtrise foncière privée</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 00	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Maîtrise foncière publique	02	Maîtrise foncière privée	Texte (2 caractères)								
Code	Modalité																	
00	Non renseigné																	
01	Maîtrise foncière publique																	
02	Maîtrise foncière privée																	
stade_amng	Stade d'aménagement <table border="1" data-bbox="411 1370 1104 1621"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Aucun / Non aménagé</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Non Acquis</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Acquis</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>Viabilisation en cours</td> </tr> <tr> <td>05</td> <td>Viabilisé</td> </tr> <tr> <td>06</td> <td>Non aménageable</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 00	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Aucun / Non aménagé	02	Non Acquis	03	Acquis	04	Viabilisation en cours	05	Viabilisé	06	Non aménageable	Texte (2 caractères)
Code	Modalité																	
00	Non renseigné																	
01	Aucun / Non aménagé																	
02	Non Acquis																	
03	Acquis																	
04	Viabilisation en cours																	
05	Viabilisé																	
06	Non aménageable																	
stade_comm	Stade de commercialisation <table border="1" data-bbox="411 1742 1104 1957"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Aucun / Non commercialisé</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Disponible / en vente</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Option / Réservation</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>Terrain vendu / commercialisation achevée</td> </tr> <tr> <td>05</td> <td>Non commercialisable</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 00	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Aucun / Non commercialisé	02	Disponible / en vente	03	Option / Réservation	04	Terrain vendu / commercialisation achevée	05	Non commercialisable			
Code	Modalité																	
00	Non renseigné																	
01	Aucun / Non commercialisé																	
02	Disponible / en vente																	
03	Option / Réservation																	
04	Terrain vendu / commercialisation achevée																	
05	Non commercialisable																	
etat_occup	Etat d'occupation du terrain																	

	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Aucun</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Friche</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Réservé / terrains attenants pour extension future</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>Potentiel</td> </tr> <tr> <td>05</td> <td>Occupé</td> </tr> <tr> <td>06</td> <td>Voirie</td> </tr> <tr> <td>07</td> <td>Espaces verts</td> </tr> <tr> <td>08</td> <td>Bassin de rétention</td> </tr> <tr> <td>09</td> <td>Autres équipements publics</td> </tr> <tr> <td>10</td> <td>Vacance immobilière ou foncière</td> </tr> </tbody> </table> <p>Utilisation état d'utilisation / usage</p> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Aucun	02	Friche	03	Réservé / terrains attenants pour extension future	04	Potentiel	05	Occupé	06	Voirie	07	Espaces verts	08	Bassin de rétention	09	Autres équipements publics	10	Vacance immobilière ou foncière	
Code	Modalité																									
00	Non renseigné																									
01	Aucun																									
02	Friche																									
03	Réservé / terrains attenants pour extension future																									
04	Potentiel																									
05	Occupé																									
06	Voirie																									
07	Espaces verts																									
08	Bassin de rétention																									
09	Autres équipements publics																									
10	Vacance immobilière ou foncière																									
surf	Surface du terrain calculée automatiquement sur la base de la géométrie du terrain calculé SIG arrondi à l'entier en m ²	Numérique																								

g. Lexique des définitions

Maîtrise foncière publique ou privée :

- **Non renseigné** : Terrain dont la maîtrise foncière publique ou privé n'est pas déterminée ou inconnue
- **Public** : Terrain appartenant à une collectivité locale (commune, EPCI par exemple)
- **Privé** : Terrain appartenant à une personne physique ou à une personne morale de droit privé (ENTREPRISE)

Stade d'aménagement :

- **Non renseigné** : Terrain dont le stade d'aménagement n'est pas déterminé ou inconnu
- **Aucun non aménagé** : Terrain ne faisant l'objet d'aucune viabilisation
- **Non acquis** : Terrain ayant seulement été délimité en vue de l'aménagement d'une zone d'activité (exemple périmètre de ZAC) et qui n'a pas encore été acquis par l'aménageur
- **Acquis** : Terrain acquis par l'aménageur mais qui n'a pas encore été viabilisé (équipé) ou qui se trouve en cours de viabilisation
- **Viabilisation en cours** : Terrain en cours d'aménagement par un aménageur, en cours de viabilisation
- **Viabilisé** : Terrain viabilisé, équipé
- **Non aménageable** : Terrain qui n'est pas aménageable en raison de contraintes physiques ou urbanistique

Stade de commercialisation :

- **Non renseigné** : Terrain dont le stade de commercialisation n'est pas déterminé ou inconnu
- **Disponible / en vente** : Terrain disponible immédiatement, libre à la vente, commercialisable
- **Option / réservation** : Terrain réservé par une entreprise en vue de son acquisition, les terrains appartiennent encore au commercialisateur et font l'objet d'une option d'achat ou d'un compromis de vente
- **Commercialisé Terrain vendu / commercialisation achevée** : Terrain acquis par une entreprise (comprend aussi les réserves privées des entreprises, investisseur, agents immobilier) ou dont la vente vient d'être concrétisée par un acte notarié
- **Aucun non commercialisé** : Terrain ne faisant ou n'ayant pas encore fait l'objet d'une commercialisation : cas des terrains qui n'ont pas encore été acquis, ou pas encore viabilisés par l'aménageur

Etat d'occupation :

- **Non renseigné** : Terrain dont l'état d'occupation n'est indéterminé ou inconnu
- **Aucun** : Terrains inoccupés par des activités économiques secondaires ou tertiaires, ils correspondent généralement à des terrains agricoles ou naturels
- **Friche** : terrain appartenant à une entreprise, mais qui a été délaissés après cessation de l'activité secondaire ou tertiaire, terrains artificialisés occupés par des bâtiments ou des aménagements participant habituellement d'une activité économique mais inutilisés ou laissés vacants depuis au moins 2 ans ;
- **Potentiel** : terrain appartenant à une personne morale privée, potentiellement disponible pour l'installation de cette entreprise, elle ne s'est cependant pas encore artificialisée, elle comprend des terrains non bâtis, de friches végétalisées ou présentant un retour à l'état naturel par l'extension des broussailles, ou une occupation du sol de type chantier ; ils peuvent correspondre aux espaces de spéculation foncière des privés qui ont mis en attente

et figés ces terrains en vue d'une transaction future ; L'ensemble de ces terrains peuvent représenter un potentiel de densification des zones d'activités.

- **Réservé / terrains attenants pour extension future** : terrain non artificialisés qu'une entreprise a acquis en vue de l'extension future de ses activités, cette entreprise étant déjà présente sur le site en contiguïté directe avec les dit tènement et réservé pour un développement futur de son activité. L'ensemble de ces terrains peuvent représenter un potentiel de densification des zones d'activités.
- **Occupé** : terrains artificialisés et occupé par des bâtiments ou ensemble d'aménagements utilisés par une entreprise pour son activité économique secondaire ou tertiaire
- **Vacance immobilière ou foncière** : terrain artificialisés comprenant un ensemble immobilier proposant des locaux d'activités disponibles à la vente ou la location inoccupé récemment et ne présentant pas un caractère de friche
- **Voirie** : espaces public liés à la circulation des véhicules ou des piétons et à la desserte à l'intérieur ou autour du site économique
- **Espaces verts** : ensemble des espaces paysagers aménagés participant de la qualité paysagère et environnementale du site économique
- **Bassin de rétention** : ensemble des espaces aménagés en bassin de rétention des eaux participant au fonctionnement de la zone d'activité
- **Autres équipements publics** : autres espaces aménagés par la puissance publique et occupé par des équipements de type services publics (station d'épuration, déchetterie, SDIS etc...)

3. Classe d'objets : ÉTABLISSEMENTS

a. Définition

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...

L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

La géolocalisation est à déployer de préférence à l'intérieur des sites économiques sur les établissements ayant une activité économique réelle. Le modèle peut être utilisé pour localiser des points établissements en dehors des sites économiques. Seuls les établissements ayant une activité économique réelle doivent faire l'objet d'un géo positionnement.

(Voir définition INSEE <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1377>)

b. Liens entre les entreprises et établissement du répertoire SIRENE et la cotisation foncière des entreprises :

Nous partons de l'hypothèse que la définition du répertoire SIRENE recouvre la définition de l'article 1447 du code général des impôts (CGI), ainsi on peut considérer que les entreprises répertoriées dans le répertoire SIRENE sont habituellement assujetties à la cotisation foncière des entreprises CFE (bien qu'un grand nombre bénéficient d'exonérations).

L'identification des occupants assujettis à la cotisation foncière des entreprises pour une année donnée revient donc à identifier les entreprises ou leurs établissements inscrits dans le répertoire SIRENE au 1^{er} janvier de cette année.

L'article 220 de la loi climat et résilience indique une temporalité dans le mode de calcul du taux de vacance à savoir 2 ans, il faudra donc considérer à localiser l'ensemble des établissements qui étaient actifs au cours de la période de référence de 2 années antérieures au 1^{er} janvier de l'année de mise en œuvre de l'inventaire : c'est-à-dire pour un inventaire valable pour le 1^{er} janvier 2022 l'ensemble des établissements actifs créés avant le 1^{er} janvier 2022 inclus, ainsi que les établissements fermés au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 1^{er} janvier 2022.

c. Géométrie

La géométrie de l'établissement est définie par un point qui représente la géolocalisation à l'adresse avec des coordonnées X, Y.

Idéalement la géolocalisation est réalisée à la parcelle.

Quand un établissement correspond à un bâtiment, celui-ci pourra être localisé au centre du bâtiment.

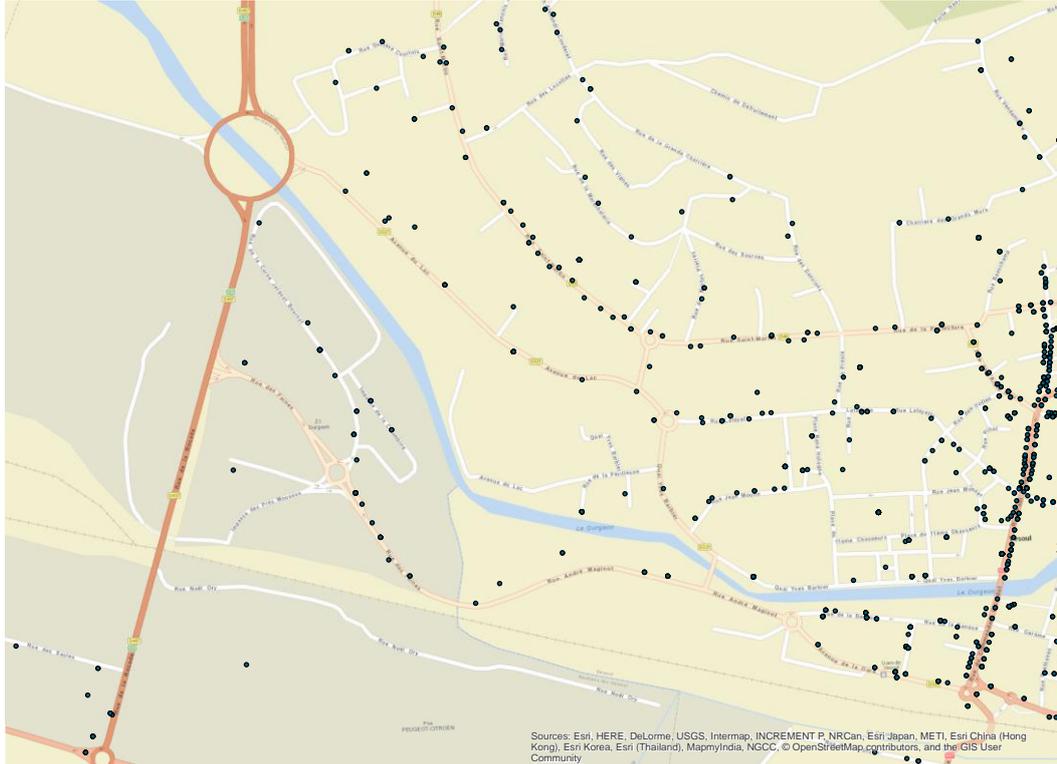
La qualité du géocodage est précisée dans le champ qlt_geo.

Si plusieurs établissements occupent un même bâtiment, ceux-ci pourront être localisés, sur le même bâtiment, pu sur le local, ou superposé en 3 dimensions.

d. Encodage

Les fichiers seront encodés au format UTF-8.

e. Exemple de représentation



f. Identifiant unique

L'identifiant unique de l'établissement est le SIRET tel que défini par l'INSEE. Il s'impose comme identifiant.

g. Champs du tronc commun obligatoire INSEE SIRENE

Sélection, reprise et adaptation des champs décrivant les établissements et leurs unités légales (données et leurs dessins décrites sur <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/base-sirene-des-entreprises-et-de-leurs-etablissements-siren-siret/#> en vue de leur spatialisation dans un fichier shapefile)

Codage du champ	Description [dessin INSEE]	Type
siret	Numéro Siret [siret]	Texte (14 caractères)
siren	Numéro Siren [siren] permet de faire le lien avec les fichiers fiscaux fichier de rôle de la CFE pour remplir les	Texte (9 caractères)
nic	Le numéro interne de classement répertoire SIRENE correspond aux 5 derniers chiffres du numéro SIRET	Texte (5 caractères)
rs	Nom ou raison sociale [denominationUniteLegale ou à défaut nomUniteLegale]	Texte (150 caractères)
sigle	Sigle [sigleUniteLegale]	Texte (20 caractères)
appellat	Autres appellations [concaténation des champs denominationUsuelle1UniteLegale, denominationUsuelle2UniteLegale et denominationUsuelle3UniteLegale]	Texte (250 caractères)
enseigne	Enseigne [concaténation des champs enseigne1Etablissement, enseigne2Etablissement et enseigne3Etablissement]	Texte (150 caractères)
adresse	numéro type de voie et nom de la voie [concaténation des champs numeroVoieEtablissement, indiceRepetitionEtablissement, typeVoieEtablissement, libelleVoieEtablissement]	Texte (150 caractères)

adrcompl	Complément d'adresse [complementAdresseEtablissement]	Texte (50 caractères)
distribu	Distribution spéciale de l'établissement [distributionSpecialeEtablissement]	Texte (50 caractères)
cp	Code postal [codePostalEtablissement]	Texte (5 caractères)
commune	Libellé de la commune [libelleCommuneEtablissement]	Texte (100 caractères)
cedex	Code cedex [codeCedexEtablissement]	Texte (10 caractères)
insee	Code insee de la commune [codeCommuneEtablissement]	Texte (5 caractères)
epci	Code siren de l'epci de rattachement [dérivé à partir de codeCommuneEtablissement]	Texte (9 caractères)
libepci	libelé de l'epci de rattachement [dérivé à partir de codeCommuneEtablissement]	Texte (150 caractères)
dep	code du département [dérivé à partir de codeCommuneEtablissement]	Texte (2 caractères)
siege	Qualité de siège ou non de l'établissement [etablissementSiege]	Texte (30)
datecrea	Date de création de l'établissement [dateCreationEtablissement]	Date JJ/MM/AAAA
naf	Activité principale de l'établissement pendant la période [activitePrincipaleEtablissement]	Texte (6)
libnaf	Francisation du code activité principale de l'établissement [dérivé à partir de activitePrincipaleEtablissement]	Texte (250 caractères)
treff	Code de tranche effectif INSEE [trancheEffectifsEtablissement]	Texte (2 caractères)
libtreff	Francisation de la tranche d'effectif INSEE [dérivé à partir de trancheEffectifsEtablissement]	Texte (50 caractères)
aneff	Année de l'effectif [anneeEffectifsEtablissement]	Texte (4 caractères)
catjuri	Code de la catégorie juridique [categorieJuridiqueUniteLegale]	Texte (4 caractères)
libjuri	Francisation de la catégorie juridique [dérivé à partir de categorieJuridiqueUniteLegale]	Texte (150 caractères)
statut	Statut administratif actif ou fermé	
dateferm	Date de fermeture de l'établissement récupéré de l'historique de l'établissement correspondant à un changement daté de statut administratif de nature fermeture	

h. Champs confidentiels **Loi Climat et Résilience**

Codage du champ	Description [dessin INSEE]	Type						
siren	Numéro Siren [siren] permet de faire le lien avec les fichiers fiscaux fichier de rôle de la CFE pour remplir les champs cfe_n, cfe_n1 et cfe_n2	Entier						
cfe_n	Assujettissement à la contribution foncière des entreprises année N vaut théoriquement oui si l'établissement est actif au 1 ^{er} janvier de l'année N <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui (y compris exonération de CFE)</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non	1	Oui (y compris exonération de CFE)	Entier
Code	Modalité							
0	Non							
1	Oui (y compris exonération de CFE)							
cfe_n1	Assujettissement à la contribution foncière des entreprises année N-1 vaut théoriquement oui si l'établissement est actif au 1 ^{er} janvier de l'année N-1 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui (y compris exonération de CFE)</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non	1	Oui (y compris exonération de CFE)	Entier
Code	Modalité							
0	Non							
1	Oui (y compris exonération de CFE)							
cfe_n2	Assujettissement à la contribution foncière des entreprises année N-2 vaut théoriquement oui si l'établissement est actif au 1 ^{er} janvier de l'année N-2 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui (y compris exonération de CFE)</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non	1	Oui (y compris exonération de CFE)	Entier
Code	Modalité							
0	Non							
1	Oui (y compris exonération de CFE)							

cfe	Critère CFE Loi Climat et résilience article 220		Entier
	Code	Modalité	
	0	Non dans les autres cas	
	1	Oui si assujettissement sur 2 années consécutives (cfe_n=1 AND cfe_n1=1) OR (cfe_n1=1 AND cfe_n2=1)	

i. Champs du tronç commun obligatoire géolocalisation des établissements

Codage du champ	Description	Type																								
id_siteeco	<p>Code identifiant unique du SITE ÉCONOMIQUE dans lequel l'emprise foncière est contenue si l'établissement se trouve en zone d'activité</p> <p>Le code identifiant unique est codé sur 7 caractères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 5 premiers caractères sont constitués par le code INSEE de la commune principale - les 2 derniers caractères sont constitués d'une combinaison de 2 lettres majuscule ; ce suffixe peut s'incrémenter de AA à ZZ <p>Cet identifiant permet la convergence à terme vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p> <p>Il peut ne pas être renseigné si le point établissement se trouve en dehors d'un SITE ECONOMIQUE</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>25056_6 2505606</td> </tr> <tr> <td></td> <td>25056AF 89250AA</td> </tr> </table>		25056_6 2505606		25056AF 89250AA	Texte (7 caractères)																				
	25056_6 2505606																									
	25056AF 89250AA																									
coord_x	Coordonnées X Lambert 93	Réel																								
coord_y	Coordonnées Y Lambert 93	Réel																								
date_sai	Date de création de l'enregistrement par l'organisation référente Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France	Date (JJ/MM/AAAA)																								
date_maj	Dernière date de mise à jour par l'organisation référente	Date (JJ/MM/AAAA)																								
org_sai	<p>Code SIREN d'identification de l'organisation productrice ou référent à l'origine de la création du polygone (voir la table de référence des producteurs)</p> <p>Ce champ devient obligatoire pour assurer l'interopérabilité des données et la convergence vers un modèle commun avec la région des Hauts-de-France</p> <p>Attention le SIREN doit être saisi sans espaces, une saisie avec des espaces risque que de tronquer le numéro SIRENE de l'organisation ayant procédé à la saisie ce dernier n'étant codé que sur 9 caractères :</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>200 010 650</td> </tr> <tr> <td></td> <td>200010650</td> </tr> </table>		200 010 650		200010650	Texte (9 caractères)																				
	200 010 650																									
	200010650																									
qlt_geo	<p>Qualité du géocodage</p> <p>La qualité de géocodage requise pour répondre aux enjeux de qualification des unités foncières dans le cadre de la loi climat doit atteindre un niveau de qualité qlt_geo>=7</p> <table border="1"> <tr> <td>0</td> <td>Localisation impossible</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Centroïde de la commune</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Centroïde du SITE ECONOMIQUE (ZAE)</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Rue (n° de rue non trouvé)</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>Point d'intérêt automatique (POI), lieu-dit</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>Adresse interpolée</td> </tr> <tr> <td>6</td> <td>Entrée du bâtiment ou plaque adresse</td> </tr> <tr> <td>7</td> <td>Point sur la parcelle</td> </tr> <tr> <td>8</td> <td>Point sur le bâtiment</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>Point sur le local</td> </tr> <tr> <td>10</td> <td>Point sur le local en étage</td> </tr> <tr> <td>99</td> <td>Point positionné manuellement</td> </tr> </table>	0	Localisation impossible	1	Centroïde de la commune	2	Centroïde du SITE ECONOMIQUE (ZAE)	3	Rue (n° de rue non trouvé)	4	Point d'intérêt automatique (POI), lieu-dit	5	Adresse interpolée	6	Entrée du bâtiment ou plaque adresse	7	Point sur la parcelle	8	Point sur le bâtiment	9	Point sur le local	10	Point sur le local en étage	99	Point positionné manuellement	Entier
0	Localisation impossible																									
1	Centroïde de la commune																									
2	Centroïde du SITE ECONOMIQUE (ZAE)																									
3	Rue (n° de rue non trouvé)																									
4	Point d'intérêt automatique (POI), lieu-dit																									
5	Adresse interpolée																									
6	Entrée du bâtiment ou plaque adresse																									
7	Point sur la parcelle																									
8	Point sur le bâtiment																									
9	Point sur le local																									
10	Point sur le local en étage																									
99	Point positionné manuellement																									

idlocal	Identifiant du local, faisant référence à la couche de référence ponctuelle des locaux et bâtiments, cette information est utilisée pour affecter un établissement à un local identifié sur le terrain en vue de corriger son positionnement (vide si non affecté)	
xlocal	Coordonnées X Lambert 93 de la localisation du point établissement récupéré depuis les coordonnées du local d'affectation (laissé vide si idlocal n'est pas affecté) correspondant à la correction de coordonnées géographiques à affecter au point établissement	Réal
ylocal	Coordonnées Y Lambert 93 de la localisation du point établissement récupéré depuis les coordonnées du local d'affectation (laissé vide si idlocal n'est pas affecté) correspondant à la correction de coordonnées géographiques à affecter au point au point établissement	Réal

La jointure des données avec la géométrie des établissements se fait sur le numéro SIRET.

Il est rappelé les limites quant à l'utilisation des données du fichier SIRENE.

j. Lexique des définitions

SIRET : Le numéro SIRET est un identifiant d'établissement. Cet identifiant numérique de 14 chiffres est articulé en deux parties : la première est le numéro SIREN de l'unité légale à laquelle appartient l'unité SIRET ; la seconde, habituellement appelée NIC (Numéro Interne de Classement), se compose d'un numéro d'ordre à quatre chiffres attribués à l'établissement et d'un chiffre de contrôle, qui permet de vérifier la validité de l'ensemble du numéro SIRET.

k. Point méthodologique

Comment faire le relevé des établissements sur le terrain ?

Nous vous proposons de déployer une méthode inspirée par l'Espace Communautaire Lons Agglomération et que nous avons testé sur la CC de Pouilly-en-Auxois/Bligny-sur-Ouche.

Un bâtiment peut avoir aucun ou plusieurs occupants établissements.

- 1. Avant de commencer la correction des géolocalisations d'établissements ou de vous rendre sur le terrain, pour chaque zone d'activités, repérez l'ensemble des unités foncières (regroupement de parcelles appartenant aux mêmes propriétaires) repérez leurs bâtiments, notamment leurs bâtiments principaux. Numérotez les bâtiments. Idéalement imprimer la carte de référence avec l'ensemble des bâtiments numérotés de la zone d'activité pour l'emporter avec vous sur le terrain.*
- 2. La solution la plus efficace pour corriger les emplacements des établissements occupants la zone d'activité consiste en l'affectation pour chacun des établissements d'un numéro de bâtiment. Les coordonnées géographiques du bâtiment étant connues, la correction consistera donc à mettre à jour les coordonnées géographiques de l'établissement avec les coordonnées géographiques du bâtiment à travers la relation que vous aurez établi entre l'établissement et le bâtiment via l'identifiant.*

3. *Filtrer la liste des établissements pour repérer les entreprises susceptibles d'être corrigées en établissant une liste restreinte des plus susceptibles d'être concernés par de votre visite sur le terrain :*
 - *A l'aide des champs d'adressage en filtrant sur les noms de rues desservant la zone d'activité (« RUE GEORGES BESSE »), en filtrant le nom de la zone ou du lieu-dit qui a pu être reprise dans l'adresse des établissements (« PORTE DE BOURGOGNE », « LA MIGNAREAU ») ou filtrer certains mots clés présents dans l'adresse tel que « ZONE », « ZA », « ZI », « ACTIVITE », « INDUSTRIELLE », « ARTISANALE », « COMMERCIALE » etc.)*
 - *Filtrer les établissements déjà placés à l'intérieur des zones d'activité à visiter et regarder le score du géocodage « qlt_geo » :*
 - *si ce score est inférieur ou égal à 5 : le point doit être corrigé et validé par la visite terrain ;*
 - *si ce score est égal à 6 : le point est localisé à la plaque adresse, il peut donc être corrigé en amont de la visite en le déplaçant sur l'unité foncière et le bâtiment immédiatement attenant et être confirmé par la visite terrain ;*
 - *si ce score est supérieur ou égal à 7 : le point est correctement localisé à l'unité foncière et n'a pas nécessairement besoin d'être corrigé, mais vous pouvez décider d'améliorer la localisation par votre visite terrain*

4. *Vous pouvez préparer au maximum votre visite terrain en traitant les établissements que vous serez en mesure de corriger directement. Vous pouvez vous aider de :*
 - *Vos connaissances terrain ;*
 - *Du rapprochement des noms de propriétaires avec les raisons sociales, enseignes ou sigles des établissements ;*
 - *Du rapprochement des noms des enseignes figurant sur les cartes OpenstreetMap ou GoogleMap avec les raisons sociales, sigles ou enseignes ;*
 - *A l'aide d'une visite virtuelle sur le terrain avec Google Street View ;*

5. *Faire la visite terrain :*
 - *Visitez la zone en période d'activité un jour ouvré hors période de vacances scolaires ;*
 - *Ayez une approche systématique de chaque terrain ou unité foncière en parcourant chacune des voies du périmètre de la zone à couvrir*
 - *Repérer les raisons sociales, enseignes et sigles présent sur les bâtiments*
 - *Repérer les noms des entreprises sur les boîtes aux lettres*
 - *Vous pouvez aussi profiter de cette sortie pour repérer les locaux d'activités vacants et les éventuelles friches*

6. *Nous avons testé cette méthode avec 3 méthodes :*
 - *Papier : prise de note sur papier, la liste des entreprises étant imprimée on annote ce tableau en reportant le numéro du bâtiment repris de la carte des bâtiments ; on peut également annoter la carte. Cette tâche nécessite de traiter la saisie au retour au bureau ;*
 - *Excel (embarqué sur tablette ou smartphone) + carte papier pour un relevé direct dans le tableau Excel, facilite la recherche des établissements par leur raison sociale, enseigne ou sigle ; on reporte le numéro du bâtiment repris de la carte des bâtiments ;*
 - *Qfield (carte QGIS embarqué sur tablette ou smartphone Android) pour une mise à jour directe sur le terrain ;*

7. *Une unité foncière pouvant comporter un ou plusieurs bâtiments, vous choisirez de placer l'établissement sur le bâtiment principal (c'est-à-dire celui qui a l'emprise au sol la plus grande). Un bâtiment peut accueillir plusieurs établissements. Pour une unité foncière, un établissement ne sera affecté qu'à un seul bâtiment.*
8. *De retour au bureau, il vous faudra finaliser et valider vos corrections et corriger les coordonnées. Certains points devront peut-être être repositionnés manuellement.*
9. *S'il est fait constat qu'une unité foncière n'a pas d'occupant, des investigations supplémentaires peuvent être menées avant de constater que vous considérez le bâtiment/ensemble immobilier comme vacant.*

4. Classe d'objets : UNITÉS FONCIÈRES LOI CLIMAT ET RESILIENCE

a. Définition

L'unité foncière « Loi Climat et Résilience » correspond, dans le périmètre des zones d'activité au regroupement des parcelles contiguës d'un seul tenant appartenant au(x) même(s) propriétaire(s). Dans le cadre de la mise en œuvre des données et indicateurs demandé par la loi Climat et Résilience, c'est l'unité de base pour identifier propriétaires et occupants ; les unités foncières doivent être caractérisées en fonction de l'occupation et de l'assujettissement de ces occupants à la cotisation foncière des entreprises pour calculer l'indice de vacance.

b. Géométrie

La géométrie de l'unité foncière est définie par un polygone unique correspondant au regroupement des parcelles contiguës d'un seul tenant appartenant aux mêmes propriétaires. Cela correspond à une opération de regroupement/fusion des parcelles cadastrales sur le numéro de compte communal du propriétaire.

La topologie de couche doit respecter les règles suivantes :

- L'unité foncière est strictement incluse dans un site économique ;
- L'unité foncière est entièrement recouverte de parcelles cadastrale ;
- Deux unités foncières peuvent partager des limites communes mais ne peuvent se recouvrir
- Les multi polygone sont interdits ;
- Les polygones à trous sont autorisés ;

c. Encodage

Les fichiers seront encodés au format UTF-8.

d. Mise en production et cycle de vie

La mise en œuvre des données sur les unités foncières « Loi Climat et Résilience » est de la responsabilité des EPCI désignés compétents par l'article 220 de la loi Climat et Résilience. Ces EPCI sont par ailleurs ayant droit des données foncières (fichier MAJIC) et fiscales (cotisation foncière des entreprises) à mobiliser dans ce traitement.

1. Extraction des parcelles situées dans les périmètres du site économique visés par la mise en œuvre de l'observation (à minima à déployer sur l'ensemble des sites économiques de type ZAE où l'EPCI exerce sa compétence directe au titre de la Loi NOTRe)
2. Croisement des parcelles avec les données foncières (jointure sur le numéro de parcelle) pour identification des numéros de comptes communaux et des propriétaires.
3. Croisement des parcelles avec les données fiscales CFE (jointure sur le numéro de parcelle) pour identification des parcelles affectées ou non à la Contribution Foncière des Entreprises.

4. Reconstitution par regroupement/fusion des unités foncières pour d'identification des propriétaires (des parcelles et des locaux) de l'unité foncière et calcul de la surface de l'unité foncière.
5. Croisement des occupants (couche des établissements) avec les données fiscale CFE (jointure sur le numéro SIREN) pour identification des occupants assujettis à la CFE (Contribution Foncière des Entreprises).

6. Qualification de l'unité foncière au sens de la loi Climat et Résilience :
Pour être considéré comme occupée dans le calcul de l'indice l'unité foncière, cette unité foncière doit répondre à 2 critères combinés :

L'Unité foncière doit être occupée (c'est-à-dire si l'unité foncière comporte au moins un occupant)

ET L'Unité foncière doit être assujettie à la CFE (c'est-à-dire si au moins une parcelle constituant l'unité foncière est assujettie à la CFE depuis les 2 dernières années OU si l'unité foncière comporte au moins un occupant assujetti à la CFE depuis les 2 dernières années)]

OU exception être une unité foncière occupée relevant du domaine public

7. Calcul du taux de vacance à rapporter à la ZAE :
Conformément au texte, c'est le nombre d'unités foncières vacantes de la ZAE rapporté au nombre total d'unités foncières de la ZAE :

$$INDICE = \left(\frac{nb\ UF\ vacantes}{nb\ total\ UF} \right) * 100$$



e. Identifiant unique

L'identification unique de l'unité foncière sera réalisée à l'aide de l'identifiant de l'unité foncière idtup fourni dans les fichiers fonciers ou à défaut d'un Universally Unique Identifier (UUID), de l'anglais signifiant littéralement « identifiant unique universel », qui est en informatique un système permettant à des systèmes distribués d'identifier de façon unique une information sans coordination centrale importante.

f. Champs du tronc commun obligatoire

Codage du champ	Description	Type								
uuid	Chaîne de caractère identifiant de façon unique l'UF	Texte								
idgup	Code identifiant unique de l'unité foncière	Texte								
id_siteeco	Identifiant unique du site économique d'affectation de l'UF	Texte (7 caractères)								
insee	Identifiant insee de la commune d'affectation de l'UF	Texte (5 caractères)								
epci	Numéro SIREN de l'EPCI d'affectation de l'UF	Texte (9 caractères)								
parcel	Liste des numéros de parcelles constituant l'UF séparé par des points virgules	Texte (250 caractères)								
nbparcel	Nombre de parcelles composant l'UF	Entier								
ufsurf	Surface de l'unité foncière en mètre carré	Réel								
proprio	Liste des numéros de comptes ou numéro majic séparés par des points virgules	Texte (250 caractères)								
nbproprio	Nombre de propriétaires décomptés dans l'UF	Entier								
occupants	Liste des numéros SIRET des établissements du répertoire SIRENE (↔ occupants assujettis à la CFE) actifs sur la période de référence de 2 années antérieures au 1 ^{er} janvier de l'année de mise en œuvre de l'inventaire	Texte (250 caractères)								
nboccup	Nombre d'occupants des établissements du répertoire SIRENE (↔ occupants assujettis à la CFE) actifs sur la période de référence de 2 années antérieures au 1 ^{er} janvier de l'année de mise en œuvre de l'inventaire	Entier								
occup	<p>Champ d'aide à l'analyse : l'unité foncière a-elle au moins un établissement du répertoire SIRENE (↔ occupants assujettis à la CFE) actifs sur la période de référence de 2 années antérieures au 1^{er} janvier de l'année de mise en œuvre de l'inventaire ?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non	1	Oui	Entier		
Code	Modalité									
0	Non									
1	Oui									
locomvac	<p>Champ d'aide à l'analyse : Antériorité d'occupation, présence de locaux vacants sur l'unité foncière (à renseigner par le croisement avec le fichier LOCOMVAC des locaux commerciaux vacants inoccupation de locaux du fait de la construit sur la base d'absence de CFE pendant au moins 2 ans au 1^{er} janvier d'imposition)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> </tbody> </table> <p>Valeur par défaut 0</p>	Code	Modalité	0	Non	1	Oui			
Code	Modalité									
0	Non									
1	Oui									
exception	<p>Champ d'aide à l'analyse : exception pour les unités foncières qui ne peuvent pas être considérées comme vacantes car occupées par un occupant non répertorié</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non	1	Oui	Entier		
Code	Modalité									
0	Non									
1	Oui									
synth	<p>Champ de synthèse : affectation de l'UF vacante ou non au sens de l'article 220 loi climat et résilience :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non Renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Vacante au sens de l'article 220 loi climat et résilience si : <i>exception=0 ET locomvac=1 ET occup=0</i></td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Non vacante au sens de la loi Climat et résilience <i>exception=1 OU occup=1</i></td> </tr> </tbody> </table> <p>Valeur par défaut 00</p>	Code	Modalité	00	Non Renseigné	01	Vacante au sens de l'article 220 loi climat et résilience si : <i>exception=0 ET locomvac=1 ET occup=0</i>	02	Non vacante au sens de la loi Climat et résilience <i>exception=1 OU occup=1</i>	Texte (2 caractères)
Code	Modalité									
00	Non Renseigné									
01	Vacante au sens de l'article 220 loi climat et résilience si : <i>exception=0 ET locomvac=1 ET occup=0</i>									
02	Non vacante au sens de la loi Climat et résilience <i>exception=1 OU occup=1</i>									

g. Point méthodologique :

Comment obtenir les données foncières ?

Les ayants-droits tels que les EPCI peuvent suivre la procédure DGALN, en 3 étapes, sur le site internet du CEREMA

⇒ <https://datafoncier.cerema.fr/obtention-des-donnees-foncieres>



Les données foncières ont une entrée au numéro de parcelle, ce champ devra être utilisé pour faire la jointure avec le parcellaire cadastral.

Comment obtenir les fichiers de rôle de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ?

Les ayants-droits tels que les EPCI peuvent suivre la procédure PIGP :

⇒ <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/telecharger-des-fichiers-fiscaux-sur-le-pigp-la-procedure-suivre>



Le portail sécurisé PIGP :

⇒ <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilIAM.pl>

Le guide d'accès PIGP :

⇒ https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/documents/guide_acces_PIGP.pdf

*Les données fiscales CFE ont une double entrée au numéro de la parcelle ou au numéro SIREN.
Le numéro de parcelles pourra être utilisé pour faire la jointure avec le parcellaire du cadastre.
Le numéro SIREN pourra être utilisé pour faire la jointure avec les occupants
entreprises/établissements.*

5. Classe d'objets : VACANCES EN LOCAUX D'ACTIVITES

Propositions des comités techniques restreints des 28/04/2022 et du 25/05/2022

Remerciement à : Eliane AUBERT CA de Vesoul ; Clément BENOIT CC du Jovinien ; Jenny GUENARD CC du Pays de Maïche ; Julien FEBVAY Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Bisontine AUDAB ; Laurent MAGRÉAULT Espace communautaire Lons Agglomération ; Sébastien MAITRE Espace communautaire Lons Agglomération ; Pauline GUIARD Grand Besançon Métropole ; Emilie QUIVOGNE CA de Vesoul ; Guillaume FROUX SCoT du Grand Nevers ; Fanny THOLLET CA le Grand Chalon ; Daphné GUYADER CA le Grand Chalon

a. Définition

Une vacance d'activité correspond à un local, un bâtiment ou un ensemble immobilier construit vacant destiné à l'accueil d'activités économiques (artisanales, commerciales, industrielles, tertiaires ou logistiques). La vacance d'activité peut être située indifféremment en zone d'activité, en agglomération ou en secteurs diffus. La caractéristique principale est l'inoccupation des dits locaux, bâtiments ou des ensembles immobiliers qu'ils fassent soit l'objet d'une commercialisation, soit qu'ils sont à l'état de délaissement (voir de friche c'est-à-dire nécessitant une requalification préalable avant de pouvoir être réutilisé).

b. Objectifs :

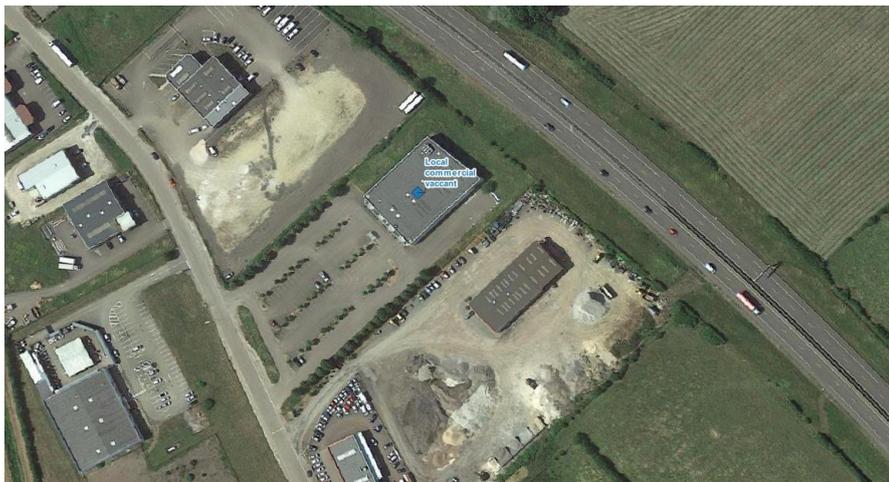
Cette couche sert à faire l'inventaire et la qualification des vacances en immobilier d'activités ; Il ne s'agit pas de dresser un inventaire de friches, mais de qualifier les vacances ou présomption de vacances pour identifier aussi bien les opportunités immobilières mobilisables immédiatement pour le développement économique, que les friches nécessitant des requalifications spécifiques avant leur réemploi. Ainsi la base de données intègre un certain nombre de champs permettant de qualifier d'une part la vacance (utile pour faire ressortir les éventuelles friches), d'autre part la commercialisation du bien.

c. Mise en œuvre :

Il apparaît que relevé l'exhaustivité de la vacance immobilière sera difficile à atteindre. C'est pourquoi le GT ZAE propose que le tronç commun obligatoire identifiant notamment les présomptions de vacances (en attente de qualification sur le tronç commun facultatif), soit alimenté par le fichier DDFIP LOCOMVAC (locaux commerciaux et professionnels vacants).

d. Géométrie

La géométrie du local d'activité est définie par un point qui représente la géolocalisation du centroïde de la vacance immobilière en coordonnées X, Y. Dans le cas d'une vacance d'activité de type local ou bâtiment le point est localisé au centroïde du bâtiment concerné. Dans le cas d'une vacance d'activité de type « ensemble immobilier » le point est localisé au centroïde de la parcelle (ou sur le bâtiment principal) de l'unité foncière concernée.



e. Encodage

Les fichiers seront encodés au format UTF-8.

f. Identifiant unique

L'identification unique du local sera réalisée à l'aide d'un Universally Unique Identifier (UUID), de l'anglais signifiant littéralement « identifiant unique universel », qui est en informatique un système permettant à des systèmes distribués d'identifier de façon unique une information sans coordination centrale importante.

g. Champs du tronc commun obligatoire

Les champs du tronc commun obligatoire servent à identifier et localiser tout en qualifiant rapidement la nature de la vacance, dans une perspective de suivi et de qualification plus avancé des informations.

Codage du champ	Description [dessin INSEE]	Type										
uuid	Chaîne de caractère identifiant de façon unique le local	Texte										
nom	Nom ou appellation du bâtiment	Texte										
batiment	Identifiant du bâtiment base nationale des bâtiments BDNB											
xlocal	Coordonnées X Lambert 93 du local/bâtiment	Réel										
ylocal	Coordonnées Y Lambert 93 du local/bâtiment	Réel										
parcelle	Référence cadastrale de la parcelle	Texte										
numvoie	Numéro dans la voie	Texte (10 caractères)										
nomvoie	Nom de la voie	Texte (50 caractères)										
insee	Identifiant INSEE de la commune d'affectation du local	Texte (5 caractères)										
epci	Numéro SIREN, code de l'EPCI d'affectation du local	Texte (9 caractères)										
idsiteeco	Identifiant unique du site économique d'affectation du local NULL si hors zone d'activité	Texte (7 caractères)										
natvac	Nature du bien immobilier vacant <table border="1" data-bbox="411 1816 1102 1973"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Local dans un bâtiment</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Bâtiment</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Ensemble immobilier</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 00	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Local dans un bâtiment	02	Bâtiment	03	Ensemble immobilier	Texte (2 caractères)
Code	Modalité											
00	Non renseigné											
01	Local dans un bâtiment											
02	Bâtiment											
03	Ensemble immobilier											

visite	<p>Le bâtiment a-t-il fait l'objet d'une visite ? (c'est à dire une visite dans et les locaux)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non	1	Oui									
Code	Modalité															
0	Non															
1	Oui															
datevisite	Date de visite à renseigner si visite = 1	Date (JJ/MM/AAAA)														
anneevac	Année de début de vacance	Texte 4														
sourcevac	<p>Source de l'information sur la vacance</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Fichier DGFIP des locaux commerciaux et professionnels vacants LOCOMVAC</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Relevé terrain</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Observatoire de l'immobilier</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>Opportunité immobilière</td> </tr> <tr> <td>99</td> <td>Autre</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Fichier DGFIP des locaux commerciaux et professionnels vacants LOCOMVAC	02	Relevé terrain	03	Observatoire de l'immobilier	04	Opportunité immobilière	99	Autre	Texte (100)
Code	Modalité															
00	Non renseigné															
01	Fichier DGFIP des locaux commerciaux et professionnels vacants LOCOMVAC															
02	Relevé terrain															
03	Observatoire de l'immobilier															
04	Opportunité immobilière															
99	Autre															
date_crea	Date de création de l'enregistrement	Date (JJ/MM/AAAA)														
date_maj	Dernière date de mise à jour de l'enregistrement	Date (JJ/MM/AAAA)														
org_sai	Code SIREN d'identification de l'organisation à l'origine de l'information	Texte (9 caractères)														
opportunit	<p>Le bâtiment fait-il l'objet d'une commercialisation active (par son propriétaire actuel ou par un mandataire) ? à renseigner si visite = 1</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier						
Code	Modalité															
0	Non renseigné															
1	Oui															
2	Non															
etadeg	<p>Etat de dégradation du local à renseigner si visite = 1</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Bon état</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>A rafraichir</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>En vétusté ou dégradation avancée (nécessitant des travaux importants / requalification)</td> </tr> </tbody> </table> <p>Valeur par défaut 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Bon état	02	A rafraichir	03	En vétusté ou dégradation avancée (nécessitant des travaux importants / requalification)	Texte (2 caractères)				
Code	Modalité															
00	Non renseigné															
01	Bon état															
02	A rafraichir															
03	En vétusté ou dégradation avancée (nécessitant des travaux importants / requalification)															

h. Champs du tronc commun facultatif

Les champs du tronc commun facultatif est très large, il permet d'être le plus exhaustif possible pour répondre à différents types d'usage, ces champs ne sont pas en saisie obligatoire mais sont prévus en cas de besoin.

Codage du champ	Description [dessin INSEE]	Type
proprio	Identification du propriétaire (champ soumis au secret)	Texte (250 caractères)
estimation	Valeur du bien estimé en euros par les domaines ou via les demandes de valeur foncière (monétaire euros)	Réel
surfsol	Surface de l'emprise au sol des locaux en m²	Entier

surflocal	Surface de plancher	Entier																																
etages	Nombre d'étages	Entier																																
surfster	Surface de l'emprise des terrains en m²	Entier																																
Raisvac1	Raison de la vacance 1 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>10</td> <td>Défaillance du propriétaire ou du responsable ; problèmes économiques ; coût des travaux de requalification</td> </tr> <tr> <td>11</td> <td>Problème de succession</td> </tr> <tr> <td>12</td> <td>Problème de normes ; Inadaptation des locaux ; Inadaptation des accès</td> </tr> <tr> <td>14</td> <td>Délais administratifs</td> </tr> <tr> <td>20</td> <td>Bien non commercialisé</td> </tr> <tr> <td>21</td> <td>Récemment construit</td> </tr> <tr> <td>22</td> <td>Bien commercialisé sans requalification préalable</td> </tr> <tr> <td>23</td> <td>Prix de vente ou location au-dessus du marché du secteur</td> </tr> <tr> <td>30</td> <td>Pollution</td> </tr> <tr> <td>31</td> <td>Risques amiante</td> </tr> <tr> <td>32</td> <td>Risques naturels ou technologique</td> </tr> <tr> <td>33</td> <td>Sinistre</td> </tr> <tr> <td>34</td> <td>Insalubrité</td> </tr> <tr> <td>99</td> <td>Autres</td> </tr> </tbody> </table> Utiliser des codes avec des regroupements logiques Valeur par défaut 00	Code	Modalité	00	Non renseigné	10	Défaillance du propriétaire ou du responsable ; problèmes économiques ; coût des travaux de requalification	11	Problème de succession	12	Problème de normes ; Inadaptation des locaux ; Inadaptation des accès	14	Délais administratifs	20	Bien non commercialisé	21	Récemment construit	22	Bien commercialisé sans requalification préalable	23	Prix de vente ou location au-dessus du marché du secteur	30	Pollution	31	Risques amiante	32	Risques naturels ou technologique	33	Sinistre	34	Insalubrité	99	Autres	Texte (2 caractères)
Code	Modalité																																	
00	Non renseigné																																	
10	Défaillance du propriétaire ou du responsable ; problèmes économiques ; coût des travaux de requalification																																	
11	Problème de succession																																	
12	Problème de normes ; Inadaptation des locaux ; Inadaptation des accès																																	
14	Délais administratifs																																	
20	Bien non commercialisé																																	
21	Récemment construit																																	
22	Bien commercialisé sans requalification préalable																																	
23	Prix de vente ou location au-dessus du marché du secteur																																	
30	Pollution																																	
31	Risques amiante																																	
32	Risques naturels ou technologique																																	
33	Sinistre																																	
34	Insalubrité																																	
99	Autres																																	
Raisvac2	Raison de la vacance 3 Modalités identiques à Raisvac1																																	
Raisvac3	Raison de la vacance 3 Modalités identiques à Raisvac1																																	
urbaserv	Urbanisme et servitudes (éléments de certificat d'urbanisme)	Texte (250 caractères)																																
proprete	Etat sanitaire - propreté des locaux <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier																								
Code	Modalité																																	
0	Non renseigné																																	
1	Oui																																	
2	Non																																	
froid	Etat sanitaire - protection contre le froid et les intempéries <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier																								
Code	Modalité																																	
0	Non renseigné																																	
1	Oui																																	
2	Non																																	
eclairage	Etat sanitaire – éclairage des locaux <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> La valeur par défaut est 0	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier																								
Code	Modalité																																	
0	Non renseigné																																	
1	Oui																																	
2	Non																																	
bruit	Etat sanitaire – protection contre l'exposition au bruit <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier																								
Code	Modalité																																	
0	Non renseigné																																	
1	Oui																																	
2	Non																																	

	La valeur par défaut est 0									
eau	Etat sanitaire – alimentation en eau <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0									
sanitaires	Etat sanitaire – équipement sanitaires non mixtes <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0									
diagnostic	Antériorité de diagnostics immobilier <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0									
risqarch	Existence de risques architecturaux <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0									
risqenv	Existence de risques environnementaux ou technologiques <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0									
pollution	Existence ou préexistence de pollution <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0									
actprec	Nature de l'activité précédente	Texte (100)								
icpe	L'activité précédente relevait-elle de la réglementation des ICPE ? <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
	La valeur par défaut est 0La valeur par défaut est 0									

basol	<p>Le bâtiment/local est-il situé sur un site inventorié dans BASIAS-BASOL ?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non							
Code	Modalité															
0	Non renseigné															
1	Oui															
2	Non															
anncons	Année de construction	Texte (4 caractères)														
annrenov	Année de dernière rénovation	Texte (4 caractères)														
liqjuri	<p>Le foncier a-t-il été repris par un liquidateur judiciaire ?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non							
Code	Modalité															
0	Non renseigné															
1	Oui															
2	Non															
transactio	<p>Type de transaction <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Location</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Vente</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Location / vente</td> </tr> </tbody> </table> <p>Valeur par défaut 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Location	02	Vente	03	Location / vente	Texte (2 caractères)				
Code	Modalité															
00	Non renseigné															
01	Location															
02	Vente															
03	Location / vente															
Loyerm2	<p>Loyer / m² / an (monétaire euros) <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Réel														
loyermens	<p>Loyer mensuel (monétaire euros) <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Réel														
prixm2	<p>Prix de vente / m² (monétaire euros) <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Réel														
prix	<p>Prix de vente (monétaire euros) <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Réel														
taxfon	Estimation de la taxe foncière / an (monétaire euros)	Réel														
comnat	<p>Nature du commercialisateur <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Agent immobilier</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Collectivité locale</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>SEM patrimoniale ou d'aménagement</td> </tr> <tr> <td>04</td> <td>Autre personne morale ou privée</td> </tr> <tr> <td>05</td> <td>Autre personne physique</td> </tr> </tbody> </table> <p>Valeur par défaut 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Agent immobilier	02	Collectivité locale	03	SEM patrimoniale ou d'aménagement	04	Autre personne morale ou privée	05	Autre personne physique	Texte (2 caractères)
Code	Modalité															
00	Non renseigné															
01	Agent immobilier															
02	Collectivité locale															
03	SEM patrimoniale ou d'aménagement															
04	Autre personne morale ou privée															
05	Autre personne physique															
comsiret	<p>SIRET commercialisateur <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Texte (14 caractères)														
comnom	<p>Nom ou enseigne du commercialisateur <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Texte (100 caractères)														
commail	<p>Adresse courriel du commercialisateur <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Texte (100 caractères)														
comtel	<p>Numéro de téléphone du commercialisateur <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Texte (20 caractères)														
mandtyp	<p>Type de mandat <i>A remplir si nature du commercialisateur vaut « Agent immobilier »</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> </tbody> </table>	Code	Modalité	Texte (2 caractères)												
Code	Modalité															

	<table border="1"> <tr><td>00</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>01</td><td>Simple</td></tr> <tr><td>02</td><td>Exclusif</td></tr> <tr><td>03</td><td>Autre type de mandat</td></tr> </table> <p>Valeur par défaut 00</p>	00	Non renseigné	01	Simple	02	Exclusif	03	Autre type de mandat									
00	Non renseigné																	
01	Simple																	
02	Exclusif																	
03	Autre type de mandat																	
multimand	<p>Bâtiment faisant l'objet de mandat auprès d'autres commercialisateurs</p> <table border="1"> <tr><td>Code</td><td>Modalité</td></tr> <tr><td>0</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>1</td><td>Oui</td></tr> <tr><td>2</td><td>Non</td></tr> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non									
Code	Modalité																	
0	Non renseigné																	
1	Oui																	
2	Non																	
comsiret2	Si oui SIRET Commercialisateur 2																	
comsiret3	Si oui SIRET Commercialisateur 3																	
url	<p>URL adresse internet de la page de commercialisation du bien immobilier <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p>	Texte (250 caractères)																
mandnum	<p>Numéro de mandat <i>A remplir si nature du commercialisateur vaut « Agent immobilier »</i></p>	Texte (20 caractères)																
mandfin	<p>Date de fin de mandat <i>A remplir si nature du commercialisateur vaut « Agent immobilier »</i></p>	Date (JJ/MM/AAAA)																
destiprinc	<p>Destination principale des locaux</p> <table border="1"> <tr><td>Code</td><td>Modalité</td></tr> <tr><td>00</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>01</td><td>Artisanal</td></tr> <tr><td>02</td><td>Industriel</td></tr> <tr><td>03</td><td>Commercial</td></tr> <tr><td>04</td><td>Tertiaire, services</td></tr> <tr><td>05</td><td>Logistique</td></tr> <tr><td>06</td><td>Hôtellerie/restauration</td></tr> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Artisanal	02	Industriel	03	Commercial	04	Tertiaire, services	05	Logistique	06	Hôtellerie/restauration	Texte (2 caractères)
Code	Modalité																	
00	Non renseigné																	
01	Artisanal																	
02	Industriel																	
03	Commercial																	
04	Tertiaire, services																	
05	Logistique																	
06	Hôtellerie/restauration																	
bureaux	<p>Local de type bureau ou comprenant des bureaux ? <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p> <table border="1"> <tr><td>Code</td><td>Modalité</td></tr> <tr><td>0</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>1</td><td>Oui</td></tr> <tr><td>2</td><td>Non</td></tr> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier								
Code	Modalité																	
0	Non renseigné																	
1	Oui																	
2	Non																	
bursurf	<p>Surface en bureaux en m² <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i> La valeur par défaut est 0</p>	Entier																
entrepot	<p>Local de type entrepôt ou comprenant des entrepôts ? <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i></p> <table border="1"> <tr><td>Code</td><td>Modalité</td></tr> <tr><td>0</td><td>Non renseigné</td></tr> <tr><td>1</td><td>Oui</td></tr> <tr><td>2</td><td>Non</td></tr> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier								
Code	Modalité																	
0	Non renseigné																	
1	Oui																	
2	Non																	
entrsurf	<p>Surface en entrepôt <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i> La valeur par défaut est 0</p>	Réel																

ateliers	Local de type atelier ou comprenant des ateliers ? <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier				
Code	Modalité													
0	Non renseigné													
1	Oui													
2	Non													
atelsurf	Surface en atelier <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i> La valeur par défaut est 0	Réel												
showroom	Local de type commercial ou comprenant un showroom ? <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i>	Entier												
showsurf	Surface en commerciale / showroom en m² <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i> La valeur par défaut est 0	Réel												
stockext	Ensemble immobilier comprenant une aire de stockage extérieure ? <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier				
Code	Modalité													
0	Non renseigné													
1	Oui													
2	Non													
stocksurf	Surface des aires de stockage extérieure en m² La valeur par défaut est 0													
parking	Nombre de place de stationnement La valeur par défaut est 0	Entier												
pmr	Existence d'un accès PMR ? <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier				
Code	Modalité													
0	Non renseigné													
1	Oui													
2	Non													
typchauf	Type de chauffage <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>00</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>01</td> <td>Electricité</td> </tr> <tr> <td>02</td> <td>Gaz</td> </tr> <tr> <td>03</td> <td>Fioul</td> </tr> <tr> <td>99</td> <td>Autre</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 00</p>	Code	Modalité	00	Non renseigné	01	Electricité	02	Gaz	03	Fioul	99	Autre	
Code	Modalité													
00	Non renseigné													
01	Electricité													
02	Gaz													
03	Fioul													
99	Autre													
descgen	Description générale (pouvant correspondre au texte d'accroche d'une annonce immobilière) <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i>	Texte (250 caractères)												
desctech	Description technique comprenant la description des dessertes en réseaux <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i>	Texte (250 caractères)												
descacces	Description accessibilité <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i>	Texte (250 caractères)												
descprest	Description prestations comprenant les éléments mobiliers inclus dans le bâtiment <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i>	Texte (250 caractères)												
hauteur	Hauteur sous plafond <i>A remplir si le bâtiment fait l'objet d'une commercialisation</i>	Réel												
zrr	Situation en zone de revitalisation rurale (ZRR)	Entier												

	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
afr	<p>Situation en zone d'Aide à Finalité Régionale (AFR)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non renseigné</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non renseigné	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non renseigné									
1	Oui									
2	Non									
urlphoto	URL Photo principale, prise de vue des locaux vue de l'extérieur	URL								
urlphoto1	URL Photo 1	URL								
urlphoto2	URL Photo 2	URL								
urlphoto3	URL Photo 3	URL								
ort	<p>Situé dans secteur de convention d'ORT opération de revitalisation du territoire et/ou dans un secteur faisant l'objet d'un contrat partenarial d'aménagement ?</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Code</th> <th>Modalité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>Non</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Oui</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Non</td> </tr> </tbody> </table> <p>La valeur par défaut est 0</p>	Code	Modalité	0	Non	1	Oui	2	Non	Entier
Code	Modalité									
0	Non									
1	Oui									
2	Non									